

CLIMAT, CRISES:  
**comment transformer  
nos territoires**

**OUTREMER**

# NOTE AUX DÉCIDEURS

---

Face au monde qui vient, fait d'instabilités climatiques et de ressources contraintes, les élus locaux ont la responsabilité et le pouvoir de transformer leurs territoires pour le bien de leurs concitoyens.

---

Rendre chaque territoire résilient – c'est-à-dire le transformer, pour anticiper les crises et mieux les affronter – doit devenir un objectif prioritaire des responsables politiques locaux. Le réchauffement climatique global dépassera probablement 1,5 °C dès 2050, signe de notre échec à réduire les dégradations environnementales causées par nos économies industrialisées. La dérivation climatique menace l'ensemble de nos concitoyens.

L'effort nécessaire à la transition énergétique et écologique promet de bouleverser l'ordre économique, social et politique. Mais l'inaction déboucherait sur des risques bien plus grands encore. Et cet effort collectif offre de nouveaux chemins pour renouveler les liens sociaux à la lumière de conditions d'existence qui changeront de gré ou de force, à cause des contraintes écologiques. Les élus locaux doivent sans attendre lancer les chantiers de la transformation. Le succès de ces chantiers complexes, parfois clivants, dépend en premier lieu de leur détermination, non de moyens supplémentaires. Les objectifs sont connus et clairs. Mais ils font appel à une « grammaire » nouvelle, qui réclame de la formation et du temps pour être acquise, entendue et acceptée. Les élus locaux disposent de nombreux leviers pour agir que la présente publication s'attache à illustrer.

## Une boîte à outils pour (se) convaincre et mobiliser sur son territoire

Cet ouvrage s'inscrit dans la campagne du Shift Project et de ses partenaires à destination des élus et décideurs des territoires français. Il sélectionne et illustre – en s'appuyant sur nombre d'exemples locaux, d'infographies et de dessins – les défis et transformations à réaliser pour six types de territoires : Villes, Campagnes, Métropoles, Montagne, Littoral, et Outre-mer. Il propose des démarches adaptées aux nouveaux enjeux. Il plaide pour l'exemplarité des administrations territoriales et propose enfin un parcours type en 3 étapes pour bifurquer avant la fin du mandat (2026) :

- 1. Comprendre :** prendre le temps de comprendre et partager les enjeux ;
- 2. Mobiliser :** bâtir un nouveau « projet de territoire » désirable, sobre et résilient ;
- 3. Réorienter :** aligner toute son action sur la nouvelle vision et ses objectifs de résilience et de transition écologique.

## Le changement climatique : enjeu vital de sécurité publique

Alors que le réchauffement global atteint déjà 1,1 °C, les aléas climatiques (sécheresses, vagues de chaleur, inondations, etc.) ravagent des écosystèmes et tuent aujourd'hui en France. Chaque territoire, chaque activité économique doit dès à présent s'adapter au réchauffement. Sans adaptation, nous nous enliserons dans la gestion de crises à répétition et serons incapables de réussir la transition écologique. Adaptation et atténuation du réchauffement climatique sont indissociables. Les engagements actuels des pays signataires de l'Accord de Paris sur le climat conduisent pour l'instant l'humanité vers un réchauffement de l'ordre de 3 °C en 2100. Face à un tel niveau de réchauffement, l'adaptation de nombre de territoires et d'activités sera impossible. La nécessité de nous adapter au changement climatique va nécessairement de pair avec l'accélération de la décarbonation de l'économie française.

### Une opportunité de sortir de notre dépendance aux ressources fossiles

La crise énergétique dans laquelle l'Europe est entrée fin 2021 démontre la profondeur de notre dépendance aux énergies fossiles. Au-delà des tensions géopolitiques, l'Union européenne fait face à des limites physiques. L'approvisionnement pétrolier de l'Europe risque, dès la présente décennie, d'être contraint par le déclin géologique de régions pétrolières stratégiques pour l'Union. Avec 38 % des ménages chauffés au gaz et près de trois quarts des actifs utilisant la voiture au quotidien, la vulnérabilité des citoyens français est immense. Le coût de cette dépendance se révèle exorbitant, pour l'Etat, comme pour les entreprises. La crise est l'occasion d'amorcer concrètement la sortie des énergies fossiles. Une sortie inéluctable, qui doit s'accompagner de la mise en œuvre de politiques de sobriété intelligentes. Ne ratons pas cette occasion comme nous avons raté l'opportunité historique offerte par la mise à l'arrêt de l'économie française pendant l'épidémie de covid-19.

### Une transformation porteuse d'innombrables bénéfiques

Outre leur contribution aux objectifs nationaux, les actions locales d'adaptation et d'atténuation amélioreront la sécurité, mais aussi la qualité de vie et le bien-être des habitants. Moins de pollutions, une meilleure alimentation, moins de précarité énergétique, plus de marche et de vélo, des espaces publics favorisant le lien social : la transition écologique aura des effets bénéfiques directs sur la santé physique et mentale de la population. La résilience implique plus de coopération et de solidarité au sein du territoire, comme entre les territoires : elle peut devenir un projet commun fédérateur et enthousiasmant pour des concitoyens souvent désabusés ou désorientés.

### Des défis complexes à mieux comprendre et à partager

La transition ne saurait s'accomplir dans l'approximation ou la demi-mesure. La mauvaise compréhension de notions telle que la neutralité carbone, la réduction de l'artificialisation, l'autonomie énergétique ou alimentaire, engendre des objectifs incohérents, voire nuisibles aux efforts collectifs. De la qualité de l'appropriation du diagnostic (et de sa gravité) découle l'ambition et la pertinence des réponses apportées. Cette compréhension aide à ramener des notions abstraites, comme le réchauffement climatique global, à des enjeux locaux concrets de sécurité et de bien-être. La formation de l'ensemble des élus et des agents de collectivité est une priorité. Le partage à l'ensemble des parties prenantes du territoire conditionnera la fécondité du dialogue, la compréhension et la qualité des arbitrages politiques.

### Un besoin de coordination et de coopération autour d'objectifs partagés

Les individus et les acteurs économiques n'attendent pas pour s'adapter aux évolutions en cours. L'absence de coordination et de coopération sur les territoires risque d'exacerber les rivalités pour l'accès aux ressources. On parle de « mal-adaptation » pour qualifier les actions qui améliorent la situation d'un acteur au détriment des autres. Exemple : l'accroissement de 15 % des surfaces agricoles irriguées en 10 ans, alors que l'accès à l'eau devient problématique. Seules des démarches collectives fixant des objectifs clairs et partagés au niveau territorial assureront le succès de la décarbonation et de l'adaptation des territoires.

### Le manque de cohérence entre planification locale, régionale et nationale

Si la transition écologique doit être territorialisée, afin de tenir compte des spécificités de chaque territoire, une collectivité ne peut fixer seule ses objectifs, sans se soucier de sa contribution aux objectifs régionaux et nationaux. L'Etat doit clarifier ses attentes vis-à-vis des territoires, et établir une priorisation claire de l'usage des ressources limitées essentielles à la transformation de l'économie nationale. Des objectifs régionaux négociés entre l'Etat et les régions, tenant compte des spécificités locales, doivent être partagés et déclinés au niveau des intercommunalités. Celles-ci devront alors s'engager à les atteindre, en conservant une grande liberté d'action. Le développement d'une culture de l'évaluation, absente aujourd'hui, sera essentiel pour naviguer dans un monde incertain.

### Les stratégies climatiques à revoir, pour mieux guider l'action locale

Conçues pour un monde stable, nos stratégies sous-estiment les conséquences du changement climatique, et omettent les crises susceptibles de survenir. L'intensification et la multiplication des aléas climatiques enraillent le bon fonctionnement de l'économie de nos territoires, et compliquent les efforts de décarbonation. Ainsi, sous l'effet conjugué des sécheresses et des crises sanitaires, la capacité de séquestration de carbone des forêts, sur laquelle repose l'atteinte de la neutralité carbone, a été divisée de moitié en 10 ans. L'aggravation du changement climatique impose une actualisation à la hausse de nos efforts de décarbonation. Or, seul un « Plan climat » territorial sur dix vise un objectif 2050 au moins égal à l'objectif national.

### Un changement de trajectoire avant la fin des mandats municipaux !

Le mandat actuel sera le dernier mandat complet avant 2030, date à laquelle les émissions auront dû être divisées de moitié par rapport à 1990 (elles ont jusqu'ici baissé de 23 % seulement). Les élus locaux doivent dès maintenant ouvrir les chantiers permettant l'atteinte de cet objectif. Les connaissances et les expériences accumulées offrent une foule de pistes d'actions. Beaucoup ne nécessitent pas plus de moyens : il s'agit bien souvent de commencer par « arrêter de mal faire », c'est-à-dire d'aggraver les vulnérabilités en investissant dans des futurs obsolètes.

1. The Shift Project, *Pétrole : quels risques pour les approvisionnements de l'Europe ?* mai 2021.

2. MTE, *Facture énergétique des ménages quasi stable depuis 2006 : hausse des prix et gains d'efficacité se sont compensés*, janvier 2021.

3. INSEE, *La voiture reste majoritaire pour les déplacements domicile-travail, même pour de courtes distances - Insee Première - 1835*, Consulté le 4 octobre 2022.

4. FNE, *Primo-analyse des données irrigation de la statistique agricole 2020*, mai 2022.

5. The Shift Project, *données CITEPA*, 2022

6. AdCF, *Contribution des intercommunalités aux objectifs climat-énergie*, 2021.



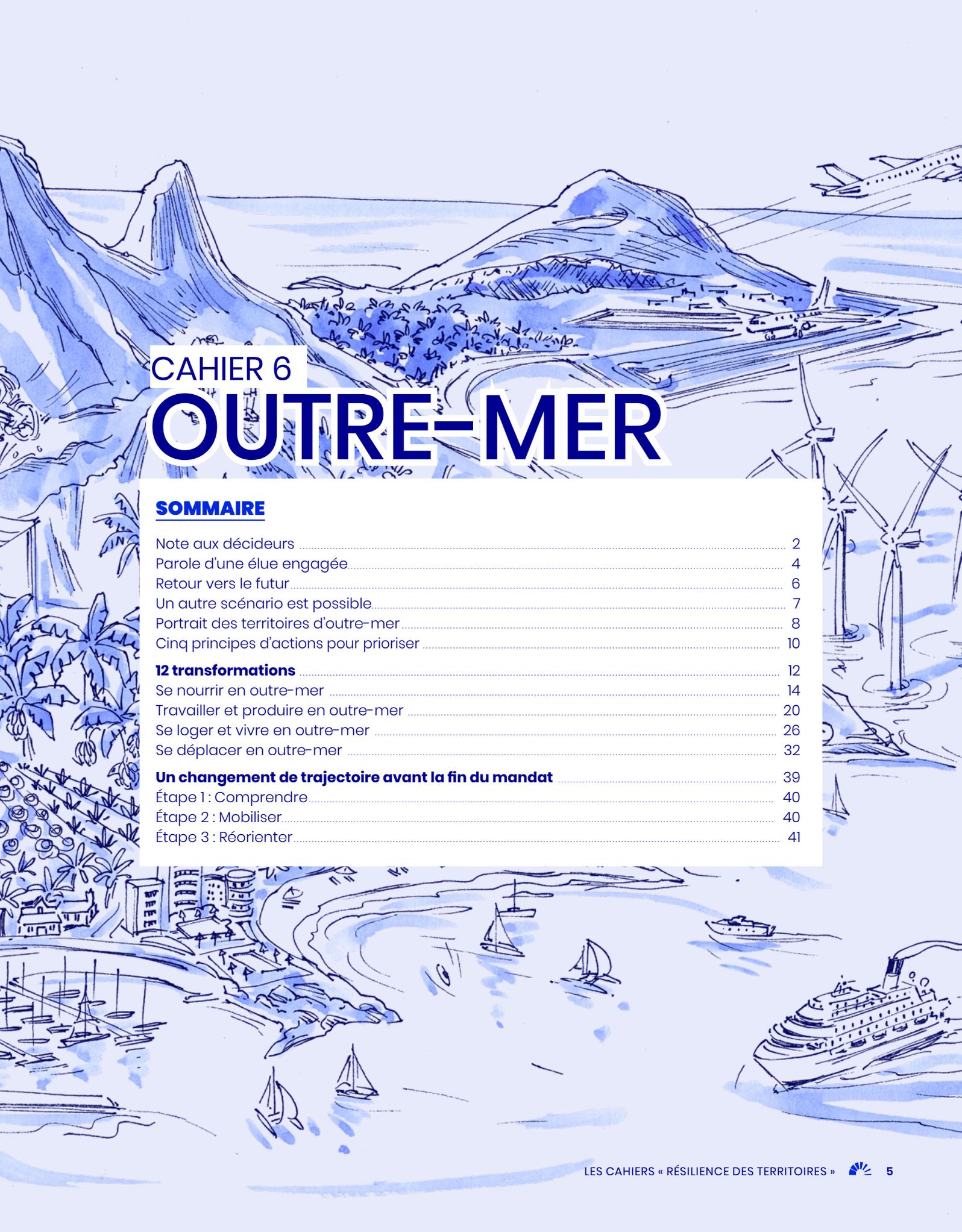
## PAROLE D'UNE ÉLUE ENGAGÉE

« Historiquement centre administratif de Mayotte, la Communauté de communes de Petite-Terre jouit encore d'une desserte privilégiée, mais elle est menacée par des risques sociaux et environnementaux inédits: montée des eaux, perte de biodiversité, précarité énergétique, pollution sonore liée à la présence de l'aéroport et aux principales voies de circulation, multiplication des dépôts sauvages de déchets... Réussir la transition écologique de notre territoire nécessite un fort engagement politique qui doit se traduire par la mobilisation de l'ensemble des acteurs: pouvoirs publics, habitants, associations, entreprises.

Il s'agit de lutter contre le changement climatique et de s'adapter à ses effets, tout en préservant les ressources naturelles et en assurant l'accès de tous aux biens et aux services essentiels. Les principes de solidarité territoriale et intergénérationnelle sont en jeu! En tant qu'acteurs publics, cette mobilisation exige que nous soyons exemplaires. C'est pourquoi j'ai par exemple convaincu mes collègues d'investir dans des vélos à assistance électrique pour leurs déplacements professionnels. Nous devons plus que jamais faire preuve de courage et de volontarisme face aux crises sans précédent que nous traversons déjà.»

**CHAMSSIA MOHAMED**

Adjointe au maire de la commune de Dzaoudzi-Labattoir (Mayotte)  
Vice-Présidente de la Communauté de communes de Petite-Terre



## CAHIER 6

# OUTRE-MER

### SOMMAIRE

Note aux décideurs .....	2
Parole d'une élue engagée.....	4
Retour vers le futur.....	6
Un autre scénario est possible.....	7
Portrait des territoires d'outre-mer.....	8
Cinq principes d'actions pour prioriser.....	10
<b>12 transformations</b> .....	12
Se nourrir en outre-mer .....	14
Travailler et produire en outre-mer .....	20
Se loger et vivre en outre-mer .....	26
Se déplacer en outre-mer .....	32
<b>Un changement de trajectoire avant la fin du mandat</b> .....	39
Étape 1 : Comprendre.....	40
Étape 2 : Mobiliser.....	40
Étape 3 : Réorienter.....	41

**RETOUR VERS LE FUTUR****Crise sociale ordinaire en l'an 2031**

Avec l'envolée des prix de l'énergie et de l'alimentation, un taux de chômage à 70 % chez les jeunes de 15-25 ans et le passage d'un cyclone dévastateur il y a quelques semaines, notre île connaît un niveau de tension rarement atteint.

Le réseau routier, les ports et l'aéroport sont en grande partie bloqués par les manifestants. Certains jours, les porte-conteneurs ne peuvent même plus décharger leurs marchandises. Ces blocages, menés essentiellement par des jeunes et des travailleurs précaires, paralysent toute l'économie locale.

Quand elles n'ont pas de problèmes d'approvisionnement, les entreprises manquent de personnel. Il nous est devenu quasiment impossible d'aller travailler en voiture car le carburant coûte trop cher et les routes sont impraticables avec tous ces manifestants. Il est toujours possible de prendre le vélo, pour ceux qui en ont un, mais le trajet est totalement aléatoire avec tous ces barrages. Il aurait fallu construire des pistes cyclables quand il en était encore temps...

Même les services de santé sont quasiment à l'arrêt: de nombreux soignants, enfin, ceux qui restent, ne peuvent plus se déplacer vers les hôpitaux, et encore moins soigner les malades à domicile. On observe aussi des pénuries sur de nombreux médicaments.

Mieux vaut ne pas tomber malade donc. Sauf que les déchets s'accumulent partout: au bord des routes, sur les plages, sur les parkings... entraînant des problèmes de santé publique qui ne font qu'aggraver les choses.

Alors forcément les esprits s'échauffent, certains veulent se faire justice eux-mêmes, et les forces de l'ordre n'osent plus intervenir de peur de déclencher un véritable embrasement.

On réalise avec dépit que l'île est totalement dépendante de l'extérieur. Quand les chaînes d'approvisionnement sont brisées, on manque de tout. Les réserves en carburants sont très limitées et les maigres installations d'énergie renouvelables (panneaux photovoltaïques, hydro-électricité et éolien essentiellement) ne suffisent pas à couvrir les besoins de l'île en électricité. Le tableau est pire en ce qui concerne l'alimentation: il n'y a quasiment plus de maraîchage par exemple, et les activités de pêche artisanale sont en grande souffrance depuis des années. C'est quand même terrible de faire ce constat sur une île réputée pour sa gastronomie.

Sans surprise, cette situation de crise pousse les plus riches et les plus diplômés à désertier l'île. On assiste à l'exode des médecins, des ingénieurs et de la plupart des professions intellectuelles supérieures. Et comme tous les jeunes sont dans la rue, ça ne sert à rien de laisser notre université ouverte!

## **UN AUTRE SCÉNARIO EST POSSIBLE**

### **Un citoyen, un vélo**

L'envolée des prix mondiaux s'est bien sûr fait ressentir sur l'île. Mais le prix des principales denrées alimentaires, majoritairement produites localement, n'a augmenté que de 15 % au cours des derniers mois. L'épidémie de Covid-19 et la crise économique concomitante de la guerre en Ukraine ont été de véritables déclencheurs dans la prise de conscience de la vulnérabilité de notre île.

Le développement d'une agro-écologie nourricière locale est devenu une priorité pour la région qui y voyait un moyen de conjuguer politique d'autonomie, emploi et préservation de la biodiversité. La filière a ainsi créé un grand nombre d'emplois sans trop de surcoûts pour les consommateurs, les prix des produits importés étant déjà terriblement élevés. Bien sûr, ce développement s'est fait au détriment des agricultures d'exportation. Les cartels ont pronostiqué un effondrement de l'économie locale si nous réalisons le remembrement agricole. Nous l'attendons toujours.

La hausse du prix du pétrole nous affecte plus lourdement. L'île a massivement investi pour développer le solaire et l'éolien. Mais la volonté de préserver les milieux naturels a limité ce développement à 70 % de la consommation énergétique de l'île. Les 30 % restants relevant majoritairement des véhicules thermiques individuels. Les voitures électriques ne se sont que peu développées sur l'île en raison de leur coût important et des limites de production électrique.

L'auto-stop est devenu obligatoire: un automobiliste s'expose à une contravention s'il refuse de prendre des auto-stoppeurs. Et comme les voitures sont plus petites qu'avant, elles sont très souvent pleines!

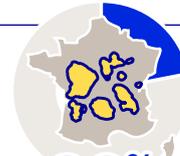
Les mobilités actives se sont largement développées. La politique « un citoyen, un vélo » et le développement de voies cyclables sécurisées ont mis un coup d'accélérateur à leur développement. On peut même dire qu'on a changé de braquet! En outre, le vélo représente une option accessible pour la plupart des citoyens en période de hausse des prix de l'essence. Ce matin, les voitures sont au garage et les pistes cyclables sont pleines. Chacune de ces crises contribue à ancrer un peu plus le vélo dans les habitudes des citoyens et dans la vie locale. L'industrie du vélo est d'ailleurs devenue la première industrie auto-suffisante de l'île, nous exportons même une partie de notre production et c'est une grande source de fierté pour les habitants!

Le passage du dernier cyclone a mis à l'arrêt le réseau électrique pendant plusieurs jours. Heureusement, les citoyens ont pu compter sur l'autoconsommation grâce aux panneaux solaires installés sur l'ensemble des toitures de la région afin de subvenir à leurs besoins de base. Face à la prochaine tempête, reste à savoir si les palmiers réussiront à plier sans se rompre.



# PORTRAIT DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

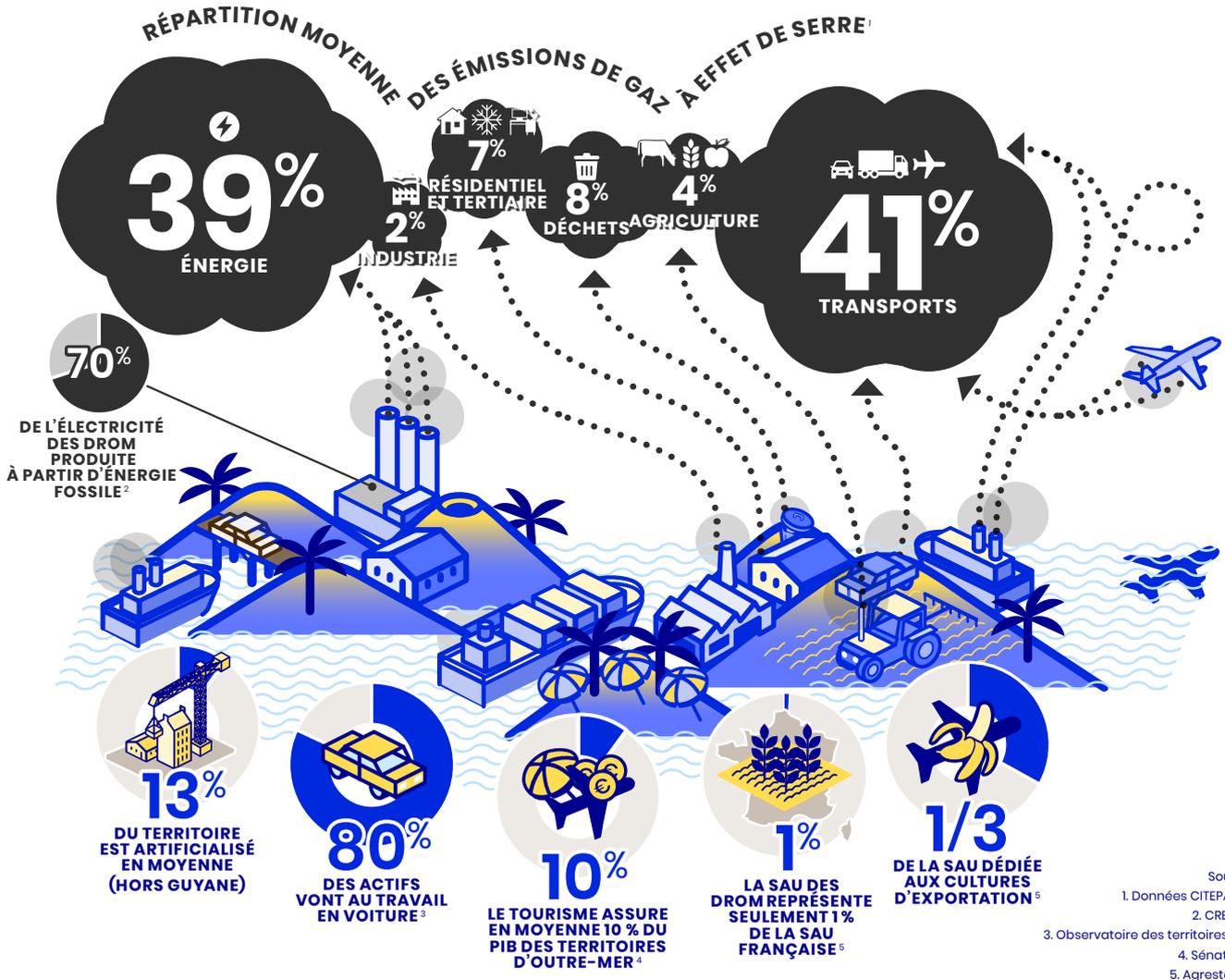
Notre analyse porte principalement sur la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion, Mayotte et la Guyane. Tous recherchent des voies de résilience territoriale, loin de la Métropole, en partant d'une situation économique et sociale très dégradée.



**22%**  
UNE SUPERFICIE ÉQUIVALENTE À 22% DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN



**4%**  
DE LA POPULATION FRANÇAISE



Sources:

1. Données CITEPA, 2021

2. CRE, 2022

3. Observatoire des territoires, 2022

4. Sénat, 2020

5. Agreste, 2021

## Une faible autonomie alimentaire

L'espace disponible limité pèse sur l'agriculture d'outre-mer : leur surface agricole utile (SAU) totale ne représente que 1% de la SAU française. Seuls 33 % du territoire sont consacrés à l'agriculture (contre 52 % en métropole) dont un tiers aux cultures d'exportation<sup>1</sup>. La dépendance aux importations alimentaires tend même à s'accroître, celles-ci ont fait un bond de 22 % en valeur et de 9 % en volume entre 2010 et 2020<sup>2</sup>.

## Un urbanisme sous forte contrainte

En dépit d'une forte contrainte en matière de surface, l'artificialisation des territoires d'outre-mer est supérieure à la métropole (13 % contre 9 % en France – hors Guyane). L'habitat indigne et insalubre y est fréquent (plus de 12 % du parc de logements)<sup>3</sup>. Dans ces conditions, les DROM doivent conjuguer adaptation de l'urbanisme au changement climatique, amélioration des conditions de logement et limitation de l'artificialisation.

## Les territoires français les plus pauvres

Le taux de pauvreté est deux fois (Guadeloupe, Martinique) à cinq fois (Mayotte) plus élevé que sur l'ensemble de la France (14,9 %). Le taux de chômage y est également nettement supérieur. Il monte à 14,9 % des actifs en Martinique, 21,3 % à La Réunion et jusqu'à 30,1 % pour Mayotte contre une moyenne française de 8,4 % au deuxième trimestre 2019<sup>4</sup>.

## L'addiction à l'automobile et à l'avion

La part des déplacements domicile-travail en voiture progresse fortement dans les outre-mer, elle atteint 84 % dans les Antilles, un record pour des régions françaises<sup>5</sup>. Le relief accidenté (Martinique, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte) ou la faible densité de population (Guyane) ne facilite pas les alternatives. Ces territoires dépendent aussi de l'avion pour l'important secteur touristique ou les liens familiaux entre métropole et territoires ultra-marins.

## Energie et transport, principales sources d'émission de GES

Les outre-mer sont des ZNI (Zones Non Interconnectées) : la production et la consommation d'électricité doivent être équilibrées à tout instant sur leur territoire. La part des énergies fossiles dans le mix électrique dépasse les 70 % (hors Guyane aux grandes capacités hydroélectriques)<sup>6</sup>. La production d'énergie représente 39 % des émissions de GES. Au total, 80 % de l'énergie primaire consommée dans les DROM en 2020 est d'origine fossile. Le transport, avec 41 % du total, domine les émissions de GES qui ont doublé depuis 1990<sup>7</sup>.

## Des risques climatiques très élevés

Les territoires d'outre-mer font face à l'augmentation des températures accentuant les sécheresses. En saison humide, les fortes chaleurs conjuguées à l'humidité ambiante pourraient devenir mortelles pour la population. La montée du niveau de la mer et ses infiltrations dans les terres menacent les ressources en eau douce, et aggravent la vulnérabilité des territoires aux cyclones dont la puissance s'intensifie.

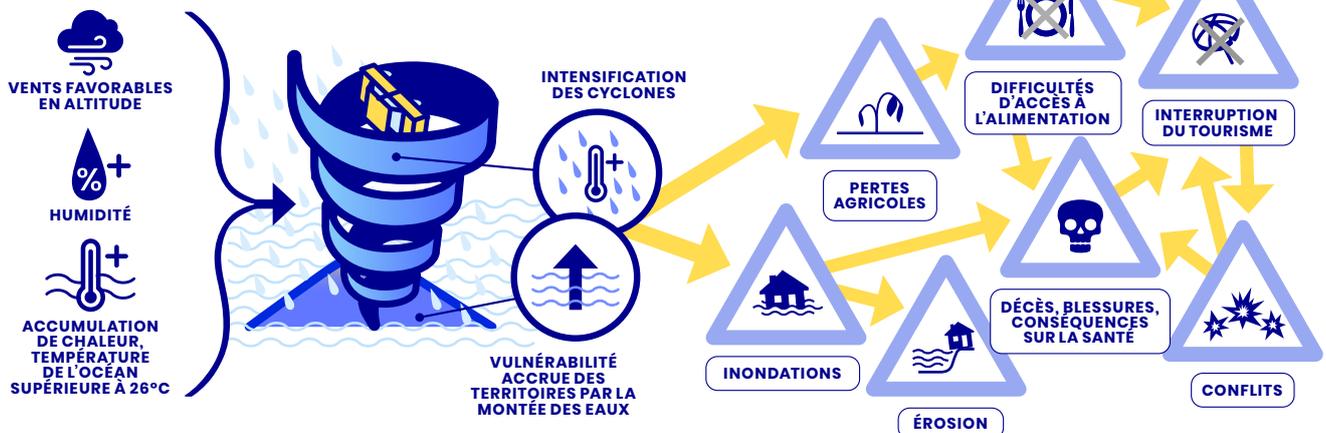
## Des pilotes inspirants les pays voisins ?

Contraints par leur isolement géographique à un haut niveau d'autonomie pour améliorer leur résilience, les territoires d'outre-mer pourraient être des territoires pilotes de la transition écologique. Réussir à articuler écologie et développer pourraient faire d'eux des modèles inspirants pour les pays voisins.

1. Agreste, *GraphAgri 2021*, 2021.
2. ODEADOM, *Couverture des besoins alimentaires dans les DROM*, avril 2022.
3. Ministères Écologie Énergie Territoires, *Lutte contre l'habitat indigne et insalubre en outre-mer*, Consulté le 4 août 2022.
4. INSEE, *La France et ses territoires*, 2021.
5. L'Observatoire des Territoires, *Évolution de la part des déplacements domicile-travail en voiture*, Consulté le 4 août 2022.
6. CRE *Transition énergétique dans les ZNI*, Consulté le 4 août 2022.
7. Ministères Écologie Énergie Territoires, *Bilans énergétiques des départements d'outre-mer de 2013 à 2020*, Consulté le 4 août 2022.

## Des cyclones plus dévastateurs avec le réchauffement climatique

A priori sans effets sur la fréquence des cyclones, la dérive climatique accroît leur intensité, ainsi que la vulnérabilité des territoires d'outre-mer via l'élévation du niveau de la mer.



# Cinq principes d'action pour prioriser

Tout au long de ce cahier sont proposées des transformations illustrées de leviers d'actions et d'exemples locaux inspirants. Loin d'être exhaustives, ces transformations répondent à cinq principes d'actions pour prioriser et arbitrer sur son territoire.



## Arrêter d'aggraver le problème

**Renoncer aux projets ne s'inscrivant pas dans la vision d'un territoire décarboné et d'un réchauffement global de 1,5 °C en 2050**

Avant de se précipiter sur de nouvelles actions, un inventaire rigoureux de l'action territoriale permet d'éviter les actions qui contribuent à enfermer le territoire dans une trajectoire incompatible avec un monde post-carbone. Il s'agit de faire preuve de discernement en se projetant dans le long terme, en anticipant la fin des énergies fossiles et les effets du changement climatique. Le besoin auquel répond ce projet aura-t-il encore un sens en 2050 si sa durée de vie l'excède? Le projet risque-t-il de rendre le territoire plus dépendant aux énergies fossiles? Le projet reste-t-il viable face aux effets d'un réchauffement global de 1,5 °C en 2050 et plus au-delà? Ce premier principe concerne, en particulier, les projets d'infrastructures, structurant et coûteux, conçus pour des dizaines d'années<sup>1</sup>. Autour d'une infrastructure nouvelle se développe inévitablement un écosystème d'acteurs et d'usagers. Éviter un projet utile à quelques acteurs mais obsolète dans un monde post-carbone sera toujours moins coûteux politiquement, économiquement et socialement que de fermer une infrastructure désormais ancrée dans l'économie et la vie du territoire.



## Commencer maintenant ce qui prend du temps

**Amorcer les chantiers structurants et les transitions ayant les plus grandes inerties**

La transformation d'un territoire est soumise à certains pas de temps incompressibles que ce soit en raison de la nature des éléments à transformer ou encore des ressources (financières, physiques ou humaines) allouables. Ces chantiers de long cours doivent être amorcés le plus tôt possible. Il en est ainsi de l'adaptation des forêts qui ne peuvent être transformées que graduellement sans porter atteinte aux équilibres écologiques, du renouvellement du parc automobile limité par la production annuelle de véhicules, ou encore du chantier de la rénovation thermique du bâtiment dépendant du nombre de professionnels compétents. Les changements de comportement sont eux-mêmes marqués par une forte inertie. La mise à disposition des alternatives et des infrastructures adéquates est primordiale pour ouvrir la voie à leur généralisation.

1. Carbone 4. [Le rôle des infrastructures dans la transition bas-carbone et l'adaptation au changement climatique de la France](#), décembre 2021.

## CINQ PRINCIPES D' ACTIONS



### Maximiser l'efficacité et les co-bénéfices

#### Commencer par les actions les plus efficaces et aux co-bénéfices importants pour engager la transformation

En matière de résilience territoriale comme pour les objectifs climatique, la trajectoire compte autant que le point d'arrivée. Plus un territoire s'y prend tôt pour limiter ses émissions de GES, moins les émissions cumulées seront importantes à horizon 2050. Plus vite un territoire réduit sa dépendance aux énergies fossiles, plus il sera résilient aux crises énergétiques déjà présentes. Les territoires doivent s'attaquer aux gisements d'émissions les plus importants en cherchant à maximiser le rapport coût-bénéfice carbone de leur action, sans disperser leurs moyens sur des dispositifs aux bénéfices secondaires. Prioriser les actions présentant des co-bénéfices pour les écosystèmes ou la population générera une dynamique favorable à la transformation du territoire.



### Privilégier les actions contribuant aux objectifs partagés

#### Choisir l'action en fonction des liens de solidarité et de coopération entre territoires et en fonction de la contribution de ses ressources propres aux objectifs partagés

Aucun territoire n'a à gagner à voir se déliter les territoires voisins. L'identification des interdépendances entre territoires permettra d'investir prioritairement sur les infrastructures et les réseaux essentiels à la sécurité du plus grand nombre. Les instances de gouvernance des ressources en partage (eau, forêt, etc.) doivent être renouvelées ou créées afin de permettre d'arbitrer leur répartition et d'en faire évoluer les modes de gestion. Les collectivités disposant de ressources essentielles à l'atteinte des objectifs de décarbonation nationaux doivent porter une attention particulière à leur entretien et à leur usage.



### Anticiper pour pouvoir prendre appui sur les crises

#### Planifier dès aujourd'hui les transformations les plus ambitieuses pour tenir le cap et naviguer dans un environnement incertain

Ambitieuse dans ses objectifs, la planification territoriale doit être pragmatique dans la temporalité et les actions menées à court terme. Certains objectifs pourront paraître hors d'atteinte dans les conditions actuelles. Leur formulation claire envoie néanmoins un signal aux acteurs du territoire et prépare le terrain pour rehausser l'ambition des actions quand le contexte sera plus favorable.

Face à l'instabilité croissante, la préservation des liens sociaux et d'un dialogue serein est essentielle. Il ne faut pas renoncer à agir, mais agir de manière tactique. Certaines actions se heurteront à des murs juridiques, politiques et économiques. Les territoires sont embarqués dans un processus de transformation inédit et non balisé qui ne se fraiera un chemin qu'au fil des blocages qui seront repoussés ou contournés de manière itérative.

Les crises locales ou nationales et l'évolution du cadre réglementaire précipiteront certaines évolutions. *A minima*, elles constitueront des moments de remise en question, de sortie des acteurs de leurs habitudes, propices à les embarquer dans une nouvelle direction. Mais pour être capable de garder le cap en dépit des urgences et des crises, encore faudra-t-il avoir anticipé et préparé les transformations via une planification rigoureuse et souple en amont.

## SE NOURRIR EN OUTRE-MER



Sécuriser son alimentation  
en mangeant plus végétal



Réorienter  
la production agricole  
vers la consommation locale



Généraliser des pratiques  
agroécologiques adaptées  
au climat et aux sols

## TRAVAILLER & PRODUIRE EN OUTRE-MER



Accélérer la transition  
énergétique



Muter vers un tourisme  
plus durable  
et plus authentique



Miser sur l'économie  
circulaire face à l'isolement

## SE LOGER & VIVRE EN OUTRE-MER



Résorber l'insalubrité sans artificialiser davantage



Adapter l'aménagement au changement climatique



Profiter des crises pour transformer son territoire

## SE DÉPLACER EN OUTRE-MER



Prioriser les alternatives à l'automobile sur le territoire



Rouler en voitures électriques mais petites et partagées



Adapter les ports et aéroports au changement climatique et à la contrainte carbone



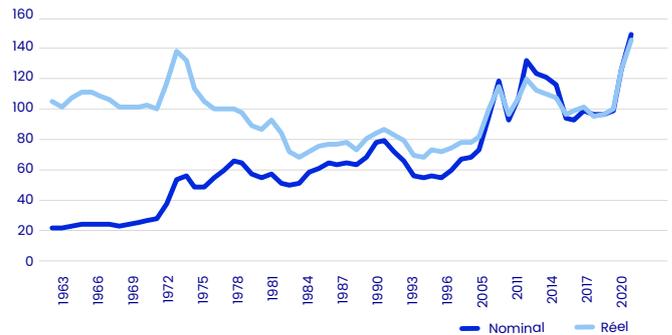
# SE NOURRIR EN OUTRE-MER

## La flambée des prix alimentaires menace la santé et la paix sociale

En prenant comme référence le panier métropolitain, les prix en outre-mer sont en moyenne supérieurs de 30 % à ceux de la métropole<sup>1</sup>, alors que la population y est la plus pauvre de France. Les populations se tournent vers des produits caloriques et bon marché, en témoigne la moindre consommation de fruits et légumes et à l'inverse une plus grande de boissons sucrées en outre-mer<sup>2</sup>. Les prix alimentaires mondiaux ont atteint un record historique en 2022 en raison de divers aléas climatiques ayant affecté les récoltes mondiales ces dernières années. La guerre en Ukraine est venue accentuer encore la hausse qui s'était amorcée dès 2020. La multiplication des stress et chocs climatiques provoquera inévitablement des épisodes de crises alimentaires mondiales. L'inflation associée accroît la précarité des populations, dégrade leur état de santé et pourrait ultimement provoquer des émeutes de la faim.

### INDICE FAO DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

L'indice des prix réels correspond à l'indice des prix nominaux ajusté de l'évolution générale des prix. Source : FAO, 2022<sup>3</sup>

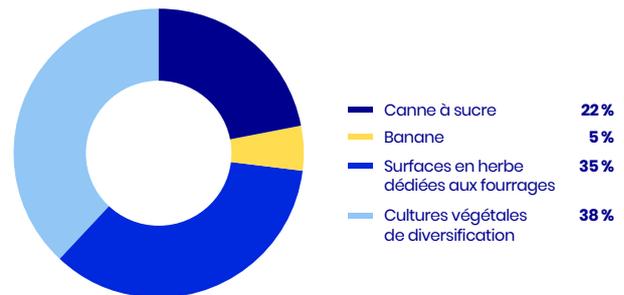


## L'extrême vulnérabilité de monocultures d'exportation fragilise les territoires

L'économie agricole des DROM se fonde sur des cultures d'exportation (cannes à sucre et bananes) soumises à une rude concurrence internationale avec des pays producteurs à bas coûts. Près du tiers de la surface agricole utile (SAU) des DROM est consacrée aux cultures d'exportation, autant d'espace ne pouvant être mobilisé pour l'alimentation locale. Entre 2010 et 2020, les exportations alimentaires des DROM ont diminué de 15 % en valeur et 28 % en volume. La balance commerciale s'est dégradée de 33 % en valeur en raison de la hausse concomitante des importations<sup>4</sup>. La forte homogénéité des cultures les expose à des développements parasitaires ravageurs, alors que les plantations souffriront inéluctablement de sécheresses plus intenses et fréquentes. S'y ajoute le risque cyclonique pouvant totalement détruire les récoltes ou bloquer l'exportation. bouleversements écologiques et concurrence internationale continueront de dégrader la situation des activités d'exportation et des ouvriers agricoles qui en dépendent.

### RÉPARTITION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE DANS LES DROM

Source : ODEADOM, 2022

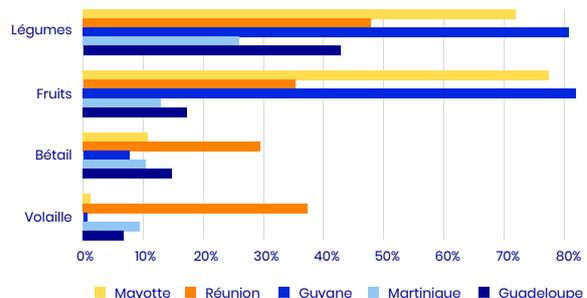


## Le spectre d'une pénurie alimentaire

La dépendance des territoires d'outre-mer aux importations va croissante (+9% en volume en 10 ans). En parallèle, la production agricole destinée à l'approvisionnement des marchés locaux diminue au rythme de 400 tonnes par an. La capacité productive des territoires d'outre-mer risque de se dégrader sous l'effet du changement climatique. Les sécheresses et l'infiltration d'eau de mer dans les réserves d'eau douce réduiront la quantité d'eau disponible pour l'agriculture. La pêche vivrière risque de totalement s'effondrer avec la disparition annoncée de 70 % à 90 % des récifs coralliens avec un réchauffement planétaire de 1,5°C, voire à 99 % avec 2°C de réchauffement. Dépendance massive aux importations et risques majeurs sur la production locale constituent un cocktail explosif qui fait des territoires d'outre-mer les plus vulnérables au risque de pénurie alimentaire.

### ANALYSE DES TAUX DE COUVERTURE E PLUSIEURS PRODUITS AGRICOLES DANS LES 5 DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (moyenne 2013-2020)

Source : DGGDI, SAA / Odeadom, 2022



# Sécuriser son alimentation en mangeant plus végétal

Les objectifs d'autonomie alimentaire des DROM seront inatteignables sans l'adoption d'un régime moins carné par la population.



**Avec le régime alimentaire d'un Français moyen, il faudrait une surface cinq fois supérieure à la SAU des DROM pour nourrir l'ensemble de leur population.** Même avec un régime végétalien généralisé, la surface agricole nécessaire serait encore en moyenne supérieure de 40 % à la SAU des DROM. À population constante, seule la Guyane ou la Guadeloupe pourraient alors être autonomes, et ce au prix d'une évolution radicale de leur alimentation<sup>7</sup>. À moyen terme, ce constat barre la voie à l'atteinte d'une stricte autonomie alimentaire des territoires ultramarins. Pour autant, l'amélioration de l'autonomie alimentaire du territoire reste déterminante comme facteur de résilience et source d'emploi local. L'adoption d'un régime moins carné constitue le plus sûr moyen d'améliorer l'autonomie alimentaire. La viande représentant à elle seule 72 % de l'empreinte surfacique de l'alimentation d'un Français moyen, sa diminution dans l'alimentation réduit drastiquement l'espace nécessaire à la couverture des besoins locaux<sup>8</sup>. Notons que les co-bénéfices en termes de santé d'une diminution de la consommation de viande, mais aussi en termes d'empreinte carbone du territoire sont largement établis. La consommation de viande devra être relocalisée et le niveau de production adapté aux pâturages pour limiter les importations et les cultures dédiées.

## Leviers d'action

- ▶ **Promouvoir une alimentation à dominante végétarienne via la restauration collective gérée par la collectivité et en partenariat avec les acteurs privés.**
- ▶ **Accompagner le développement d'un élevage à l'herbe et l'utilisation des coproduits de culture plutôt que des cultures fourragères dédiées.**
- ▶ **Lancer un plan de production locale de protéine végétale en valorisant les espèces autochtones.**

- + **Des repas végétariens dès le plus jeune âge**  
Fort-de-France (Martinique)
  - Retour d'expérience sur le service d'un repas végétarien par semaine conformément à la loi EGALIM.
  - Mise en place progressive et formation des cuisiniers.
- + **Développer des outils de transformation de la viande locale**  
Mana (Guyane)
  - Modernisation de l'abattoir de Mana pour relancer la production animale dans l'ouest de la Guyane.
  - Lors de l'épidémie de covid, relance de la production de viande locale (qui était en rupture de stock) grâce à l'abattoir.
- + **Développer la culture de protéines végétales destinées à l'alimentation humaine**  
La Réunion
  - Évaluation de la possibilité de produire du soja bio sur l'île pour la consommation humaine. En 2021, trois essais mis en place par l'Armefflor pour identifier les variétés les mieux adaptées.



# Réorienter la production agricole vers la consommation locale

Le développement d'une agriculture nourricière locale nécessitera d'y dédier une plus grande part de la SAU et de développer les moyens de transformation locaux.

**Pour se prémunir des risques sur leur approvisionnement alimentaire, les territoires d'outre-mer doivent développer un système agricole plus diversifié répondant aux besoins de la population locale.** Le potentiel d'extension de la SAU en outre-mer reste limité et se ferait au dépend d'écosystèmes naturels riches à préserver absolument. Améliorer l'autonomie alimentaire passera par la reconquête des friches agricoles, mais nécessitera aussi la reconversion d'une part des surfaces agricoles dédiées aux cultures d'exportation (1/3 de la SAU en moyenne) vers des productions alimentaires destinées aux marchés locaux. En développant les moyens de transformation et de distribution locaux, ils disposeront d'un système agricole plus complet et résilient. Des leviers moins conventionnels comme l'agriculture urbaine ou la promotion de l'autoproduction seront déterminants pour assurer la sécurité alimentaire des habitants. En plus de sécuriser l'alimentation des habitants, ce développement agricole permettra de capter localement une plus grande part de la valeur ajoutée du secteur agroalimentaire qui pèse lourdement sur le budget des ménages (20 % du revenu disponible des ménages en moyenne contre 15 % en métropole)<sup>9</sup>. Les territoires d'outre-mer continueront de dépendre d'importations alimentaires. Afin de réduire leur vulnérabilité, ces approvisionnements devront davantage provenir des pays voisins.

## Leviers d'action

- ▶ **Racheter des terres de plantations ou établir des partenariats avec les propriétaires pour l'installation de nouveaux agriculteurs locaux.**
- ▶ **Développer les capacités de transformation agroalimentaire locale en partenariat avec les acteurs de la filière.**
- ▶ **Valoriser le foncier agricole en friche pour des activités de maraîchage, concevoir une agroécologie urbaine innovante et promouvoir l'autoproduction auprès des citoyens.**

### + **Création et mise à disposition de jardins partagés en zone urbanisée**

Baie-Mahault (Guadeloupe)

- Améliorer le cadre de vie et l'autonomie alimentaire.
- Création de 30 parcelles individuelles aménagées et d'un espace de jardin partagé à visée éducative.
- Mise à disposition de composteur, citerne et cabanon pour les outils.

### + **Un atelier de transformation local approvisionné par des producteurs locaux**

Agglomération Nord Grande-Terre (Guadeloupe)

- 10 000 repas produits par jour, une quinzaine d'emplois directs, au moins 700 indirects.
- Un atelier exemplaire : autonomie énergétique, récupération des eaux de pluie et valorisation des coproduits.
- Contractualisation auprès des agriculteurs du territoire et valorisation des produits du terroir.

### + **Valorisation des terres en friches au profit de jeunes agriculteurs**

Petit-Canal (Guadeloupe)

- Démarche partenariale avec le département et la SAFER, potentiel de 700 ha sur l'île.
- Lancement d'une procédure de récupération des terres en friches.
- Bail pour installer de jeunes agriculteurs et accompagnement pour la remise en culture.



## Généraliser des pratiques agroécologiques adaptées au climat et aux sols

Adaptée au terroir et libérée de sa dépendance aux intrants chimiques, l'agriculture locale sera plus résiliente et moins polluante.

**L'amélioration de l'autonomie alimentaire restera illusoire si elle s'appuie sur une agriculture conventionnelle qui maintient la dépendance du territoire sur d'autres plans (machines, carburants, pesticides et engrais).** L'agriculture biologique est en moyenne moins productive que l'agriculture conventionnelle : nourrir la population des DROM en agriculture biologique requerrait 33 % de surface supplémentaire pour un régime végétalien<sup>10</sup>. Toutefois, préserver ces terres parfois appauvries et soumises à l'érosion requiert des cultures alimentaires et des pratiques agroécologiques spécifiques. L'agroécologie limitera tout à la fois la sensibilité des cultures aux aléas climatiques de plus en plus fréquents et l'exposition des exploitations aux fluctuations du prix des énergies fossiles (carburants, engrais, etc.). Plus exigeante en mains d'œuvre<sup>11</sup>, l'agroécologie créera des emplois non-délocalisables et offrira de nouvelles perspectives économiques dans le milieu agricole en réduisant la dégradation des milieux naturels.

### Leviers d'action

- ▶ **Promouvoir les pratiques agroécologiques adaptées au climat et aux sols via la commande publique.**
- ▶ **Mettre en place un plan de formation à l'agroécologie des exploitants agricoles.**
- ▶ **Communiquer auprès des agriculteurs sur les évolutions climatiques à venir sur le territoire et les solutions d'adaptation à mettre en œuvre.**

- + Des fermes pilotes de la transition agroécologique**  
CA Nord Grande Terre (Guadeloupe)

  - Deux micro-fermes en partenariat avec l'INRAE et des agriculteurs locaux pour expérimenter de nouvelles pratiques agroécologiques et l'adaptation au changement climatique.
  - Proximité avec le modèle majoritaire de petite surface en polycultures et poly-élevages.
- + Une généralisation de l'agroécologie : c'est possible !**  
Cuba

  - La pénurie d'énergies fossiles connue par Cuba dans les années 1990 a contraint à une conversion accélérée vers l'agroécologie.
  - La seule ville de La Havane a pu fournir 50 % de fruits et légumes bio à ses 2 200 000 habitants.
- + Intégrer un réseau régional d'expérimentations agroécologiques**  
Polynésie

  - Accélérer et faciliter le développement de pratiques agroécologiques adaptées au climat local puis leur adoption par les exploitants.
  - Appel à candidatures pour les exploitations agricoles locales qui souhaitent rejoindre ce réseau.

# RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



## Ici & maintenant

- + Des repas végétariens dès le plus jeune âge**  
Fort-de-France (Martinique)
- + Développer des outils de transformation de la viande locale**  
Mana (Guyane)
- + Développer la culture de protéines végétales destinées à l'alimentation humaine**  
La Réunion
- + Création et mise à disposition de jardins partagés en zone urbanisée**  
Baie-Mahault (Guadeloupe)
- + Un atelier de transformation local approvisionné par des producteurs locaux**  
Agglomération Nord Grande-Terre (Guadeloupe)
- + Valorisation des terres en friches au profit de jeunes agriculteurs**  
Petit-Canal (Guadeloupe)
- + Des fermes pilotes, démonstrateurs de la transition agroécologique**  
CA Nord Grande Terre (Guadeloupe)
- + Une généralisation de l'agroécologie : c'est possible !**  
Cuba
- + Intégrer un réseau régional d'expérimentations agroécologiques**  
Polynésie

## Pour aller plus loin...

- + Couverture des besoins alimentaires dans les DROM**  
Note Observatoire de l'Economie Agricole Outre-Mer, ODEADOM, Avril 2022
- + Infographie : l'agriculture Outre-mer**  
Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, janvier 2022
- + Étude sur les freins et leviers à l'autosuffisance alimentaire**  
Vers de nouveaux modèles agricoles dans les départements et régions d'outre-mer. Monographie. Rapport d'expertise, CIRAD, AFD, 2021

## Sources

- 1. INSEE** *En 2015, les prix dans les DOM restent plus élevés qu'en métropole - Insee Première - 1589.* Consulté le 6 août 2022.
- 2. Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques** *Enquête de santé européenne: Une santé perçue plus dégradée dans les départements et régions d'Outre mer.* Consulté le 6 août 2022.
- 3. FAO** *Indice FAO des prix des produits alimentaires | Situation alimentaire mondiale | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.* Consulté le 20 septembre 2022.
- 4, 5. ODEADOM** *Couverture des besoins alimentaires dans les DROM, avril 2022.*
- 6. Bon Pote** *Les récifs coralliens vont-ils disparaître d'ici 2050? 4 août 2022.*
- 7. 10. The Shift Project** *Hypothèse de surface pour une agriculture métropolitaine (voir La librairie ADEME. Empreintes sol, énergie et carbone de l'alimentation. Consulté le 6 août 2022); les surfaces nécessaires pourraient différer en Outre-mer, sans remettre en cause les ordres de grandeur.*
- 8. ADEME** *Empreintes sol, énergie et carbone de l'alimentation.* Consulté le 6 août 2022.
- 9. Henri Martin** *La consommation des ménages dans la France d'outre-mer: quelles disparités avec la métropole? Études caribéennes, 2017.*
- 11. The Shift Project** *Climat, crises: Le plan de transformation de l'économie française.* Odile Jacob, 2022.



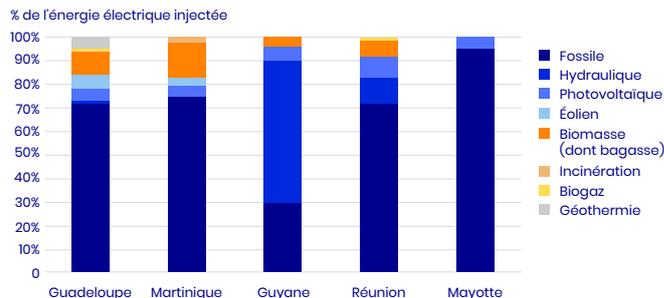
# TRAVAILLER & PRODUIRE EN OUTRE-MER

## Une économie sous perfusions financière et énergétique

**Le taux de chômage est nettement supérieur à la moyenne :** de 14,9 % en Martinique à 21,3 % à La Réunion, jusqu'à 30,1 % au deuxième trimestre 2019 pour Mayotte alors qu'il s'établit en moyenne à 8,4 % de la population active en France hors Mayotte<sup>12</sup>. Les DROM dépendent largement de la solidarité nationale pour assurer une certaine stabilité économique et sociale. Ces transferts concernent également le domaine de l'énergie, alors que les énergies fossiles importées assurent l'essentiel de la fourniture d'électricité. Il en résulte un coût de production moyen de 271 €/MWh en 2021 contre 70 à 100 €/MWh en France métropolitaine, compensé par l'État selon le principe de péréquation afin de lisser le coût pour le consommateur au niveau national. Le réseau électrique n'en est pas moins sensible aux fluctuations du prix des énergies fossiles et vulnérable aux ruptures d'approvisionnement.

### MIX ÉLECTRIQUE DES DROM

Source : CRE, 2021<sup>13</sup>

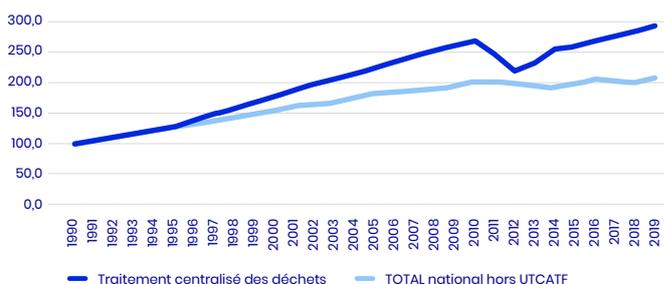


## La saturation et l'accumulation sans fin des déchets

**L'immense majorité des déchets en outre-mer est simplement stockée.** Symptôme de la mauvaise gestion des déchets en outre-mer, les émissions de méthane associées au traitement des déchets ont augmenté au rythme de 4 % par an depuis 1990, soit une augmentation de 200 % en 30 ans<sup>14</sup>. Face à la saturation des centres d'enfouissement des déchets et la tendance à l'arrêt des importations des pays tiers, l'accumulation des déchets risque de devenir un enjeu sanitaire de plus en plus criant. Sans solutions durables, de nouveaux espaces seront préemptés et dégradés.

### ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS DE GES LIÉES À LA GESTION DES DÉCHETS ET DES ÉMISSIONS TOTALES DEPUIS 1990

Source : The Shift Project, données CITEPA 2021, base 100 en 1990.

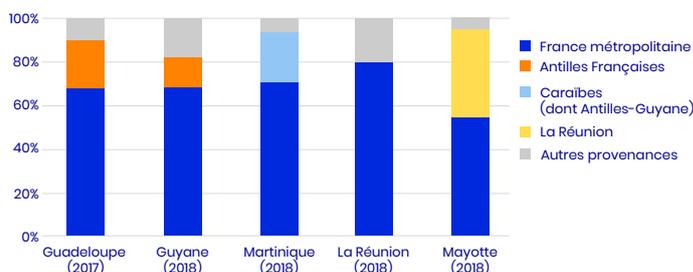


## La fin inéluctable du tourisme de masse lointain

**Avec trois millions de visiteurs par an, le tourisme assure en moyenne 10 % du PIB des territoires d'outre-mer pour une empreinte carbone particulièrement importante.** Le secteur aérien est, en effet, central dans la vitalité du secteur alors que les touristes de France métropolitaine représentent 56 à 80 % des touristes dans les DROM<sup>15</sup>. Déficit du secteur aérien, épidémie, cyclone, vague de chaleur insupportable, les événements susceptibles de miner l'activité touristique en outre-mer sont nombreux et seront de plus en plus probables à l'avenir. Alors que les conditions de vie des habitants pourraient encore se dégrader sous l'effet du changement climatique, les moyens mis à disposition du tourisme et le train de vie de ces derniers pourraient susciter une contestation croissante.

### FRÉQUENTATION TOURISTIQUE PAR PROVENANCE DANS LES DROM

Source : The Shift Project, données de fréquentation hôtelière, Sénat 2020<sup>16</sup>





# Accélérer la transition énergétique

L'autonomie énergétique implique une sobriété poussée et un développement maîtrisé mais dynamique des énergies renouvelables.

**Le développement rapide des énergies renouvelables est une condition de la décarbonation et de la résilience des outre-mer.** En raison des conditions climatiques favorables, le photovoltaïque dispose du potentiel de production le plus élevé pour les outre-mer. Le prix moyen des projets photovoltaïques (avec stockage) est déjà en moyenne deux fois inférieur au prix du MWh d'électricité actuel<sup>17</sup>. Plus encore que dans l'hexagone, l'importance de la pression foncière doit conduire à privilégier des solutions économes en surface et ciblant des sols déjà artificialisés. Selon le syndicat des énergies renouvelables, 5,8 % de la surface déjà artificialisée suffiraient en moyenne au développement du renouvelable pour atteindre 100 % de la consommation électrique actuelle en outre-mer<sup>18</sup>. Limiter l'augmentation de la consommation électrique à travers des politiques d'efficacité et de sobriété énergétiques facilitera l'électrification des usages et secteurs fonctionnant aujourd'hui aux énergies fossiles. La conversion des centrales thermiques fossiles à la biomasse liquide ou solide doit reposer sur les ressources locales et sur une gestion durable des gisements. Des filières locales de maintenance et d'extraction de ressources alternatives (géothermie, énergies marines...) renforceront encore la résilience du territoire.

## Leviers d'action

- ▶ **Généraliser les panneaux solaires sur les bâtiments en commençant par la collectivité, nouvelles constructions à énergie positive.**
- ▶ **Calibrer le déploiement des énergies renouvelables pour limiter l'impact sur les milieux ; dans le cadre des centrales biomasse, limiter la puissance aux capacités de production locale durable.**
- ▶ **Réaliser des efforts de sobriété énergétique exemplaire au niveau de la collectivité (limitation de la climatisation, extinction de l'éclairage nocturne, télétravail).**

- + Une électricité 100 % renouvelable dans l'ultra-marin, c'est possible**  
 Hierro, Archipel des Canaries, Espagne

  - 100 % de l'électricité produite par cette île de 11 000 habitants est renouvelable.
  - 2 millions d'euros et 18 000 tonnes de CO<sub>2</sub> économisés par an.
  - Une conversion à venir du parc automobile vers l'électrique pour sortir des énergies fossiles.
- + Faire de la collectivité un acteur exemplaire en matière de transition énergétique**  
 CA du centre de la Martinique, Martinique

  - Suivi des consommations électriques de la collectivité.
  - Installation photovoltaïque sur chacun de ses sites.
  - Labelisation Cit'ergie pour garantir le succès du PCAET.
- + Des solutions adaptées au climat local pour limiter la consommation électrique**  
 La Réunion

  - 60 % des ménages sont aujourd'hui équipés de chauffe-eau solaire.
  - Action de promotion résolue de la part de la collectivité appuyée par les primes d'EDF, allant jusqu'à la gratuité pour les ménages précaires.
- + Répondre au besoin de refroidissement grâce à la mer**  
 CIREST (La Réunion)

  - Projet d'aquaculture associé à un système de refroidissement des usines à proximité.
  - Substitution du réseau de froid marin à l'utilisation d'électricité très carbonée.



## Muter vers un tourisme plus durable et plus authentique

La pérennité de l'économie touristique dépend de sa capacité à muter vers un éco-tourisme original et accélérateur de la transition écologique.

**Les territoires d'outre-mer peuvent répondre à une demande de tourisme plus écologique et authentique de la part d'une clientèle locale et régionale.** Alors que la pression sur les écosystèmes d'outre-mer qui abritent 80 % de la biodiversité française va croissante, un éco-tourisme respectant et valorisant le patrimoine culturel et naturel local doit se substituer au tourisme de masse classique. Cette évolution pourrait justifier des investissements pour une préservation renforcée des milieux naturels, mais aussi pour le déploiement d'infrastructures de mobilité active et de transports en commun, ou encore la transformation de l'agriculture locale vers des modèles agroécologiques valorisant les plantes autochtones. Sous l'effet des crises diverses ou de politiques volontaristes, l'activité touristique sera de tout évidence amenée à se contracter. Ce constat doit infuser les politiques touristiques. Les investissements tournés vers l'expansion et l'attractivité touristique lointaine sont obsolètes.

### Leviers d'action

- ▶ **Tirer collectivement les enseignements de la crise Covid-19.**
- ▶ **Anticiper une baisse durable de la fréquentation en travaillant à la reconversion des salariés et du patrimoine, et en limitant les nouveaux investissements.**
- ▶ **Différencier le tourisme local autour d'un éco-tourisme à faible empreinte carbone localement et en valorisant le patrimoine naturel et culturel local.**

- +** **Un slow-tourisme pour concilier viabilité économique et respect de l'environnement**  
Guyane, Martinique, Guadeloupe, Polynésie, La Réunion

  - 11 projets subventionnés par l'État en Outre-mer.
  - Découverte immersive du patrimoine naturel et culturel à faible impact environnemental.
  - Des projets également destinés à une clientèle locale et régionale.
- +** **Le développement d'un mode de vie locale durable, condition d'un tourisme durable**  
Costa Rica

  - Importance de l'investissement en éducation et santé.
  - Politique active de préservation des espaces naturels et de reboisement.
  - Participation des communautés locales dans la gestion du tourisme.
- +** **Limiter le tourisme pour préserver les milieux ?**  
Île de Pâques, Chili

  - 110 000 visiteurs par an, séjours limités à 30 jours (contre 90 auparavant) pour tous les visiteurs.
  - Discussion en cours sur de futurs quotas de touristes et de Chiliens souhaitant s'installer sur l'île.



# Miser sur l'économie circulaire face à l'isolement

L'économie circulaire permet de limiter les déchets comme le manque de matières premières. Elle implique une coopération de tous les acteurs locaux comme régionaux.

**Nuisance quotidienne, enjeu de santé public et de pollution des milieux, la gestion des déchets représente aussi un chantier prioritaire d'atténuation du changement climatique.** Le stockage reste la méthode privilégiée de gestion des déchets et génère 8 % des émissions de GES territoriales des DROM<sup>19</sup>. Le volume des déchets produits outre-mer par habitant correspond à la moyenne nationale (582,38 kg/hab/an contre 590,19 kg/hab/an). Toutefois, les DROM ne peuvent compter aujourd'hui sur les mêmes solutions de traitement, en particulier lorsque la population à couvrir est inférieure à un seuil de 400 000 habitants<sup>20</sup>. Des coopérations locales ou régionales en matière de gestion des déchets pourraient rendre rentables des installations de traitement qui n'auraient pas atteint la taille critique autrement, ou permettre de trouver des traitements moins onéreux dans d'autres territoires ou États voisins. La valorisation des biodéchets en agroécologie sera primordiale à la transition écologique et pour limiter l'érosion et la perte de fertilité des terres agricoles d'outre-mer. Le développement de la réparation et le réemploi limiteront quant à eux la pollution autant qu'ils soulageront le portefeuille des ménages.

## Leviers d'action

- ▶ **Soutenir les commerces de réparation et de l'après-première vie et établir des critères de recyclabilité des importations.**
- ▶ **Réduire la quantité de déchets en coopération avec les importateurs, commerçants et consommateurs.**
- ▶ **Développer au niveau interrégional les filières de recyclage dont la mise en place réclame un seuil de déchets non-atteignable localement.**

### + **Développer la consigne pour limiter les déchets** Guadeloupe

- Expérimentation de la consigne des bouteilles en verre et plastique.
- Consigne mixte mêlant recyclage et réemploi.
- Mise en place retardée.

### + **Mutualisation des équipements de tri** Territoire de la Côte Ouest (TCO) & Communauté Intercommunale du Nord (La Réunion)

- Centre de tri initialement surdimensionné par rapport au besoin du TCO.
- Construction d'une stratégie commune et mutualisation de l'infrastructure pour limiter les coûts.

### ▶ **Un tiers lieu au service de l'économie circulaire** Le Lamentin (Martinique) Vidéo 1'25"

- Eco Mobil, lieu citoyen d'apprentissage et de sensibilisation.
- Ateliers de réparation participative en informatique et électroménagers.
- Reconditionnement d'équipements.

# RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



## Ici & maintenant

- + Une électricité 100 % renouvelable dans l'ultra-marin, c'est possible**  
Hierro, Archipel des Canaries, Espagne
- + Faire de la collectivité un acteur exemplaire en matière de transition énergétique**  
CA du centre de la Martinique, Martinique
- + Des solutions adaptées au climat local pour limiter la consommation électrique**  
La Réunion
- + Répondre au besoin de refroidissement grâce à la mer**  
CIREST (La Réunion)
- + Un slow-tourisme pour concilier viabilité économique et respect de l'environnement**  
Guyane, Martinique, Guadeloupe, Polynésie (La Réunion)
- + Le développement d'un mode de vie locale durable, condition d'un tourisme durable**  
Costa Rica
- + Limiter le tourisme pour préserver les milieux?**  
Île de Pâques, Chili
- + Développer la consigne pour limiter les déchets**  
Guadeloupe
- + Mutualisation des équipements de tri**  
Territoire de la Côte Ouest (TCO) & Communauté Intercommunale du Nord (La Réunion)
- + Un tiers lieu au service au service de l'économie circulaire**  
Le Lamentin (Martinique) Vidéo 1'25"

## Pour aller plus loin...

- + La transition énergétique dans les outre-mer**  
Jérôme Roch, Directeur ADEME, Guadeloupe, Vidéo 13'45"
- + Colloque Outre-Mer, Prévention, collecte et valorisation des biodéchets**  
15-16 décembre 2021, ADEME, MTE
- + Territoires d'industrie ultramarins : vers des stratégies insulaires de développement des tissus productifs**  
Focus économie, Intercommunalités de France, avril 2021
- + Promouvoir le tourisme durable dans les Outre-mer**  
les avis du CESE, mars 2018

## Sources

- 12. INSEE** *La France et ses territoires*, 2021.
- 13. CRE** *Transition énergétique dans les ZNI*. Consulté le 4 août 2022.
- 14, 19. CITEPA** *Outre-mer*, 23 septembre 2019.
- 15, 16. Sénat** *Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19*, juillet 2020.
- 17. SER** *Autonomie énergétique en 2030 pour les outre-mer et la corse*, 2018.
- 18. The Shift Project** *Calcul, données Autonomie énergétique en 2030 pour les outre-mer et la corse*. SER, 2018.
- 20. Mireille Campana, Philippe Cannard Pascal Douard et Jérôme Fournel** *La gestion des déchets dans les départements d'outre-mer - Note additionnelle au rapport de la mission MAP (...)*. CGEDD, CGIET, IGA, IGF, 2015.



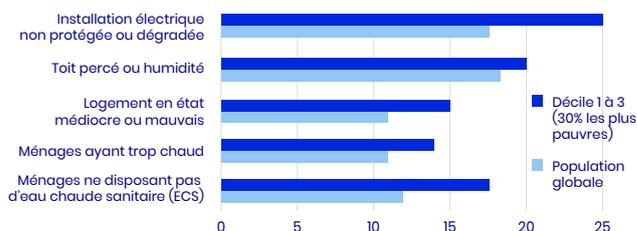
# SE LOGER & VIVRE EN OUTRE-MER

## La précarité de l’habitat fragilise les plus démunis

**Les faibles dépenses de chauffage en outre-mer limitent la précarité énergétique associée au logement**, toutefois l’importance de la pauvreté rend tout de même la facture énergétique difficilement supportable par un grand nombre de ménages. En Outre-mer, le taux de pauvreté est deux fois (Guadeloupe, Martinique) à cinq fois (Mayotte) plus élevé que sur l’ensemble de la France (14,9 %)²¹. L’habitat indigne et insalubre est estimé à plus de 12 % du parc total de logements : 20 % de la population résident dans un logement au toit percé ou trop humide²². Ces conditions de vie dégradées sont propices aux développements épidémiques et rendent les habitants particulièrement vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes.

### PART DE LA POPULATION SELON PLUSIEURS CARACTÉRISTIQUES, POUR L’ENSEMBLE DES DROM

Source : The Shift Project, données ENL 2013

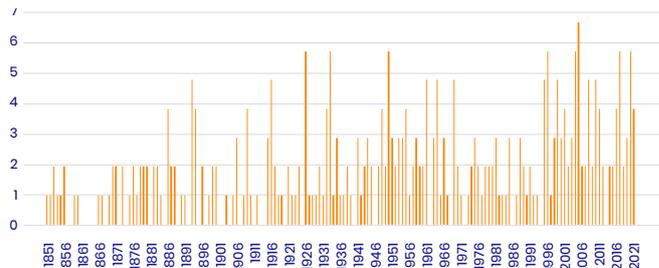


## De vrais risques de ruptures des infrastructures et des réseaux

**Les phénomènes cycloniques s’intensifient sous l’effet du changement climatique** et peuvent à tout moment venir ruiner des mois de travaux et des millions d’euros d’investissement. Ces événements ravageurs mettent régulièrement à mal des réseaux et infrastructures dont la maintenance est déjà défailante. En Guadeloupe, le rendement du réseau d’eau n’est que de 40 %, autrement dit : près de 60 % de l’eau prélevée est perdue. En aval, 72 % des systèmes des eaux usées ne sont pas aux normes et polluent les milieux naturels²³. Ruptures de route, de réseaux, les épisodes cycloniques sont susceptibles de laisser pour compte la population pendant des jours voire des semaines, minant encore la confiance des habitants dans les pouvoirs publics.

### CYCLONES MAJEURS DANS L’ATLANTIQUE NORD DEPUIS 1851

Source : The Shift Project, données Colorado State University²⁴

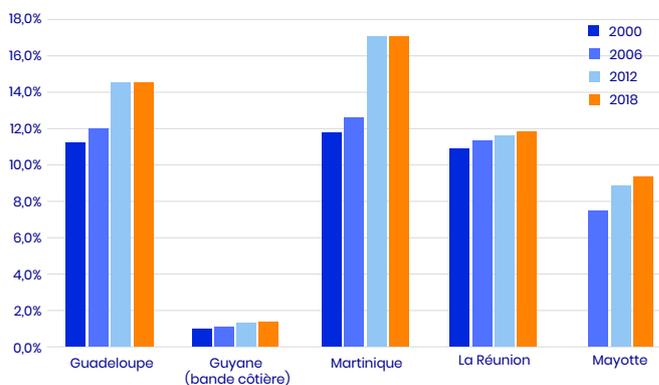


## Une maîtrise de l’espace minée par l’habitat informel

**L’urbanisation non-maîtrisée ronge des espaces agricoles et naturels stratégiques pour des territoires ultra-marins où le foncier est rare.** Le taux d’artificialisation est pourtant supérieur à la moyenne française, atteignant jusqu’à 17 % de la surface totale de la Martinique. Face à l’accélération de l’érosion côtière et la montée rapide du niveau de la mer, l’absence de solution de relocalisation des victimes conduira à l’explosion de l’habitat informel. Fragiles, ces habitats rendent leurs occupants très vulnérables aux risques climatiques, en particulier cycloniques. À contre-courant des discours sur la résilience, un tel cercle vicieux s’achèvera par la perte de toute capacité de contrôle sur le foncier pour les collectivités.

### ZONES ARTIFICIELLES RAPPORTÉES À LA SURFACE TOTALE

Source : The Shift Project, données UE-SdeS, CORINE Land Cover²⁵





# Résorber l'insalubrité sans artificialiser davantage

L'insalubrité d'un grand nombre de logements et de quartiers doit être résorbée en minimisant l'artificialisation des terres.

**Prioriser la rénovation dans les quartiers informels ou les plus dégradés, en particulier les bidonvilles de Guyane et de Mayotte, profitera à l'ensemble du territoire.** L'urbanisation incontrôlée continue de menacer la biodiversité endémique exceptionnelle (80 % de la biodiversité française sur seulement 22 % du territoire national<sup>28</sup>). La densification des centres urbains et la rénovation des quartiers permettront d'augmenter l'offre de logement de qualité sans consommer davantage de terres. Ces travaux sont l'occasion de développer un urbanisme bioclimatique adapté aux aléas climatiques. Plus généralement, l'amélioration du cadre de vie en mêlant par exemple agriculture urbaine, faible place de la voiture et commerces de proximité améliorera la qualité de vie d'un grand nombre d'habitants et le désir d'habiter en ville.

## Leviers d'action

- ▶ **Organiser de grandes concertations pour amorcer une destruction / reconstruction de certains quartiers, en particulier dans l'habitat informel.**
- ▶ **Prioriser les dépenses publiques d'urbanisme dans la rénovation des quartiers à l'urbanisation la plus chaotique et les moins exposés aux aléas climatiques pour en faire des espaces refuges.**
- ▶ **Réorienter une part du bâti touristique vers le logement temporaire ou durable des habitants locaux.**

### + **Résorption de l'habitat insalubre réussie** Majicavo Talus (Mayotte)

- Mise en place d'un nouveau dispositif adapté à la situation ultramarine : le logement locatif très social adapté (LLTSA).
- Projet pilote de résorption de l'habitat insalubre en Outre-mer, projet pilote de résorption de l'habitat insalubre en Outre-mer, repensés pour résister aux séismes.

### + **Concevoir un habitat de qualité économe en ressource et en investissement** Le Prêcheur (Martinique)

- Le programme « Opérations d'Habitats Renouvelés en Outre-Mer » du PUCA.
- Faire cohabiter logements et agriculture urbaine, les logements étant conçus dans un esprit de sobriété et de résilience aux aléas climatiques tout en valorisant les ressources locales.

### + **Réaménager tout un quartier pour conjuguer écologie et bien vivre** Fort-de-France (Martinique)

- Bon Air, ancienne résidence sociale en état de dégradation manifeste.
- Démolition de l'ensemble des bâtiments soit 321 logements en raison du risque sismique avéré et non gérable.
- Nouveau écoquartier de 464 logements démonstrateur exemplaire en matière écologique.



# Adapter l'aménagement au changement climatique

Aucune construction qui ne prenne en compte dans sa conception les conséquences inéluctables du changement climatique ne doit plus être autorisée.

**La montée du niveau de la mer, l'érosion et la submersion menacent une part substantielle des logements et infrastructures des territoires d'outre-mer.** Dans les zones les plus sensibles et en l'absence de possibilités immédiates de relocalisation, des ouvrages de protection doivent être construits en urgence. Les constructions dans les zones les plus exposées à la montée du niveau de la mer, à l'érosion et au risque de submersion doivent être interdites. Plus qu'en métropole, l'adaptation au changement climatique offre l'occasion d'investir pour améliorer le bien-être et le cadre de vie des habitants alors que le mal-logement reste endémique. La rénovation de l'habitat visera à limiter le besoin de climatisation en protégeant les bâtiments du rayonnement solaire<sup>27</sup>. Pour garantir la sécurité des populations, certains chantiers, comme l'enfouissement des lignes électriques ou internet ou l'investissement dans les réseaux d'eau souvent défectueux, doivent être priorités sur de nouveaux développements d'infrastructures.

## Leviers d'action

- ▶ **Renforcer le contrôle des normes de construction adaptées au risque cyclonique, œuvrer à leur renforcement et développer un urbanisme bioclimatique.**
- ▶ **Déployer des dispositifs de protection dans les zones les plus à risque ne pouvant être relocalisées.**
- ▶ **Accélérer le renouvellement, la maintenance et la mise à niveau des infrastructures essentielles à la sécurité des populations.**

### + **Un écoquartier en renouvellement urbain adapté au changement climatique**

Morne-à-l'Eau (Guadeloupe)

- Projet d'écoquartier « Cœur de Grippon ».
- Construction et rénovation adaptées aux aléas cycloniques, sismiques et inondations.
- Réhabilitation de 11 ha de dents creuses et de délaissés urbains sur les 54 du projet.

### + **Les écosystèmes, meilleurs remparts au changement climatique**

Petit-Canal & Sainte-Rose (Guadeloupe)

- Réduction des risques climatiques en restaurant et en préservant les écosystèmes littoraux.
- Restauration de la végétation des plages, implantation d'enclos de régénération évitant les piétinements, sans entraver la fréquentation des plages.
- Évaluation de la capacité des écosystèmes côtiers caribéens à diminuer l'érosion et les risques de submersion marine.

### + **Prendre des décisions radicales en matière d'urbanisme et de construction**

Polynésie

- Prévention pour diminuer la vulnérabilité structurelle de l'habitat.
- Obligation de surélévation à +1 m pour les projets situés en zone d'aléa moyen, et à + 50 cm en aléa faible dès 2023.



# Profiter des crises pour transformer son territoire

Toutes les catastrophes naturelles qui frapperont les territoires d'outre-mer seront autant d'occasions d'accélérer les transformations locales, à condition de les avoir anticipées.

**Diagnostiquer les zones à risque permet de ne pas se laisser surprendre par les aléas** et de déployer les protocoles d'urgence adéquats le moment venu. Lors des crises, beaucoup de freins au changement sont levés et de nombreux moyens sont alloués à la reconstruction. Une planification des transformations à accomplir permettra d'amorcer alors des projets structurants comme des relocalisations d'habitations. Le double objectif de reconstruire vite et de reconstruire mieux ne pourra être atteint qu'à condition que des temps de concertation et de co-construction aient été pris en amont des crises.

## Leviers d'action

- ▶ **Travailler sur le long terme à la sensibilisation des habitants et à la co-construction des solutions.**
- ▶ **Planifier les relocalisations en amont des crises, préparer des capacités de relocalisation d'urgence en partenariat avec les acteurs du tourisme.**
- ▶ **Préparer un plan d'action conjuguant urgence et ambitions écologiques et sociales à déployer en cas de crise.**

### + **Sensibilisation et formation de volontaires pour la gestion de crise**

Mayotte et La Réunion

- Formation en partenariat avec la Croix-Rouge.
- Action au niveau communautaire pour préparer la population aux catastrophes.
- Rappel et atelier pratique de production d'eau en situation d'urgence.

### + **Diagnostiquer ces vulnérabilités, un préalable**

CA de Nord Basse-Terre (Guadeloupe)

- Évaluation de la relocalisation d'activités et de biens sur des territoires soumis aux risques d'érosion côtière et de submersion marine.
- Potentiel recul stratégique du centre ancien de Petit Bourg.

### + **Apprendre des catastrophes passées**

Saint-Martin & Saint-Barthélemy

- Une opportunité de repenser l'ensemble du territoire dans un contexte qui doit conjuguer l'impératif de construire vite et le besoin de construire mieux.
- Importance de la prise en compte des attentes des citoyens en amont.

# RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



## Ici & maintenant

- + Résorption de l'habitat insalubre réussie**  
Majicavo Talus, (Mayotte)
- + Concevoir un habitat de qualité économe en ressource et en investissement**  
Le Prêcheur (Martinique)
- + Réaménager tout un quartier pour conjuguer écologie et bien vivre**  
Fort-de-France (Martinique)
- + Un écoquartier en renouvellement urbain adapté au changement climatique**  
Morne-à-L'Eau (Guadeloupe)
- + Les écosystèmes, meilleurs remparts au changement climatique**  
Petit-Canal & Sainte-Rose (Guadeloupe)
- + Prendre des décisions radicales en matière d'urbanisme et de construction**  
Polynésie
- + Sensibilisation et formation de volontaires pour la gestion de crise**  
Mayotte et La Réunion
- + Diagnostiquer ces vulnérabilités, un préalable**  
CA de Nord Basse-Terre (Guadeloupe)
- + Apprendre des catastrophes passées**  
Saint-Martin & Saint-Barthélemy

## Pour aller plus loin

- + Risques naturels majeurs, urgence déclarée outre-mer**  
Rapport de la délégation sénatoriale aux outre-mer, Sénat, juillet 2018
- + Risques naturels majeurs, bâtir la résilience des outre-mer**  
Rapport de la délégation sénatoriale aux outre-mer, Sénat, novembre 2019
- + Portail Outre-mer du Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique**  
ONERC, Météo-France, ADEME, Cerema
- + Livre bleu outre-mer**  
Résultat des assises des Outre-mer, juin 2018
- + Profil territorial de vulnérabilité de la Guadeloupe au changement climatique**  
OREC, édition 2018

## Sources

- 21. INSEE** *La France et ses territoires*, 2021.
- 22. ONPE** *Qui sont les ménages en précarité énergétique dans les Territoires d'Outre-Mer ?* 2019.
- 23. IRSTEA** *Expertise Eau potable en Guadeloupe*, juin 2018.
- 24. Colorado State University** *North Atlantic Ocean Statistics compared with climatology*. Consulté le 21 septembre 2022.
- 25. The Shift Project**, Graphique, données UE-SDES
- 26. INPN** *Outre-mer*. Consulté le 4 août 2022.
- 27. Haut Conseil pour le Climat** *Rapport annuel 2022 - Dépasser les constats, mettre en œuvre les solutions*, 2022.



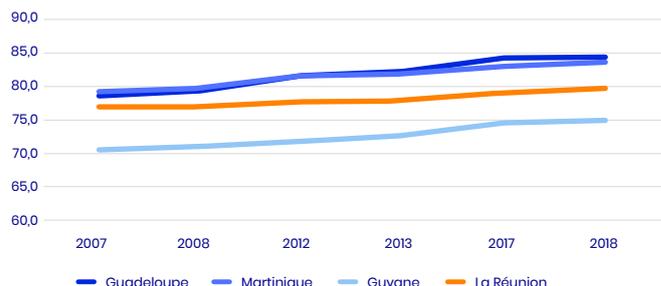
# SÉ DÉPLACER EN OUTRE-MER

## La poursuite du modèle coûteux et destructeur du « tout bagnole »

À rebours des objectifs de transition énergétique, l'automobile prend une part toujours plus importante dans les déplacements domicile-travail en outre-mer : la Guadeloupe et la Martinique détiennent désormais le record toute région confondue en la matière<sup>28</sup>. La place croissante de l'automobile a aggravé la congestion routière, dégradé la santé des habitants (pollution, sédentarité, accidentologie, etc.) et détérioré les milieux naturels. La substitution pure et simple des véhicules thermiques par des véhicules électriques ne résoudrait pas ces problématiques. Qui plus est, la hausse induite de la consommation électrique pourrait mettre le réseau sous tension. C'est particulièrement le cas en période de forte chaleur, où la recharge de véhicule pourrait être limitée voire interdite temporairement<sup>29</sup>.

### PART DES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL EN VOITURE (2007-2018)

Source : The Shift Project, données Observatoire des territoires, 2022<sup>30</sup>

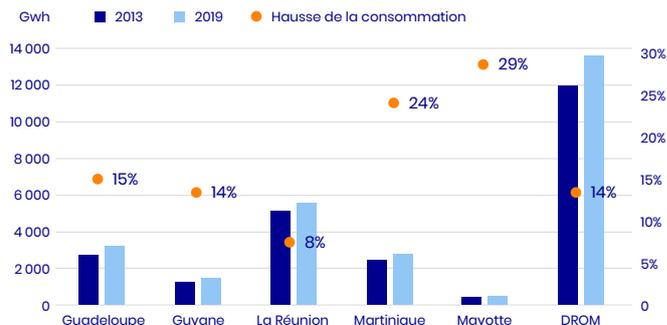


## Hausse des prix à la pompe et hyper dépendance à la voiture, le cocktail explosif

Premier poste d'émission de gaz à effet de serre, les transports sont aussi le premier poste d'importation d'énergies fossiles coûteuses pour les habitants. Ce poste de consommation à très faible valeur ajoutée pour le territoire et souvent contraint pèse lourdement sur le budget des ménages. En 2017, le transport constituait le premier poste de consommation des ménages antillais et réunionnais avec 20 % des dépenses (contre 16 % en métropole). La dépendance des DROM aux énergies fossiles pour leur mobilité n'a fait que s'aggraver, comme en témoigne la hausse de 14 % de la consommation de produits pétroliers pour les transports entre 2013 et 2019<sup>31</sup>. L'absence de pistes cyclables sécurisées et ombragées et de transports en commun efficaces condamne à l'utilisation de l'automobile au quotidien même quand les prix du carburant sont au plus haut.

### CONSOMMATION NETTE DE PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS DANS LES TRANSPORTS

Source : The Shift Project, données EMP 2022<sup>32</sup>



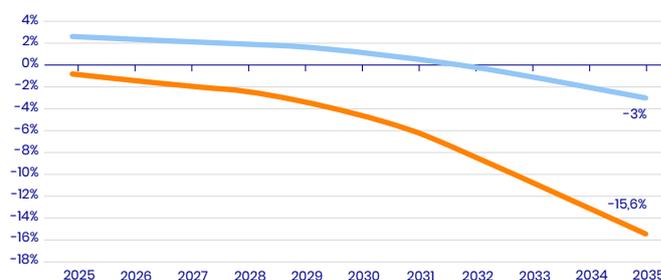
## L'avenir du tourisme et des familles soumis aux transports aériens

Avec près de 24,5 milliards de voyageurs-kilomètres, les vols entre Paris et l'Outre-mer représentent près de trois quarts des distances parcourues en avion au niveau national en 2020<sup>33</sup>. L'aérien est un secteur fortement à risque dans les années à venir, que ce soit en raison des fluctuations du prix du kérosène ou des réglementations qui pourraient contraindre le trafic mondial. Seule une limitation de la croissance du secteur, voire sa contraction, permettront de tenir nos objectifs climatiques<sup>34</sup>. Une diminution imprévue du trafic aérien ou une envolée des tarifs auraient des conséquences désastreuses sur l'économie touristique de l'outre-mer. Elles risqueraient également de susciter l'ire de familles divisées entre l'outre-mer et la métropole qui, du coup, renonceraient à se réunir.

### ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE COMPATIBLE AVEC LE BUDGET CARBONE

en fonction de l'année où la trajectoire décroche du tendancier

Source : Supaéro Décarbo & The Shift Project, 2021<sup>35</sup>





# Prioriser les alternatives à l'automobile sur le territoire

Le développement des mobilités actives et les transports en commun sont un chantier prioritaire de résilience territoriale.

Les départements d'outre-mer sont ceux où la distance moyenne entre le domicile et le travail est la plus faible, à un niveau de moitié inférieure à la moyenne nationale<sup>36</sup>. Les mobilités actives disposent d'un potentiel important à condition de les promouvoir activement et, surtout, de développer des infrastructures adaptées. La création de voies dédiées et sécurisées sur les trajets les plus structurants est un chantier à entreprendre sans attendre. L'amélioration de la qualité de ces voies incitera au report modal des citoyens. Ces modes de transports alternatifs seront déterminants pour permettre la continuité de l'activité économique face aux fluctuations des prix de l'énergie et au risque de pénuries.

## Leviers d'action

- ▶ Créer des pistes et stationnement sécurisés et ombragés pour les mobilités actives.
- ▶ Promotion des mobilités décarbonées dès l'école.
- ▶ Créer des voies de bus séparées des voies de voitures individuelles.

### + Une voie dédiée aux transports en commun pour améliorer leur efficacité

Cap Excellence (Guadeloupe)

- Une voie dédiée (un site propre) de 20 km avec 33 stations et deux lignes de bus avec une fréquence de passage de 8 à 10 minutes.
- Lignes reliant les quartiers ciblés par la Politique de la Ville et le cœur de la ville.

### + Donner tout sa place au vélo en centre-ville

Saint-Paul (La Réunion)

- L'hyper-centre de Saint-Paul totalement placé en zone limitée à 30 km/h.
- Développement d'une signalétique vélo originale valorisant la culture locale.
- Abaissement de la vitesse à 30 km/h sur les axes les plus fréquentés.

### + Mise en place d'une autorité unique des transports à l'échelle pertinente

Guadeloupe

- Regroupement dans une unique instance des syndicats de transport des différentes intercommunalités de Guadeloupe afin d'organiser le transport à l'échelle de l'île.



## Rouler en voitures électriques mais petites et partagées

Source de nombreux co-bénéfices, le passage des véhicules thermiques aux véhicules électriques nécessitera d'inventer un rapport plus sobre à l'automobile.

**L'électricité étant majoritairement produite à partir d'énergie fossile dans les outre-mer, le bénéfice climatique du véhicule électrique est moindre qu'en France mais demeure<sup>37</sup>.** La promotion des microvoitures permettra de réduire la consommation électrique de l'automobile. Moins coûteuses que les véhicules de tailles standards, les microvoitures faciliteront également l'adoption d'une mobilité électrique dans des territoires parmi les plus pauvres de France. Le covoiturage devra être encouragé, permettant de faire de l'automobile un outil de transport en commun sur les trajets les plus pratiqués. Ces mesures de sobriété dans le recours à la voiture plaident pour l'abandon de nouveaux investissements dans le routier autre que la maintenance et l'adaptation au changement climatique.

### Leviers d'action

- ▶ Encourager le covoiturage en commençant par le personnel de la collectivité.
- ▶ Refuser tout nouveau grand projet routier ou autoroutier.
- ▶ Travailler avec les concessionnaires pour promouvoir les microvoitures électriques et développer les bornes de recharge rapides.

#### + La location d'un véhicule plutôt que sa possession La Désirade (Guadeloupe)

- Location de véhicules électriques et production d'électricité renouvelable sans soutirage sur le réseau.
- Six voitures avec une autonomie de 80 à 100 km minimum, répondent à près de 90 % des demandes de location.

#### + Équiper la collectivité au bénéfice du plus grand nombre CCSUD (Mayotte)

- Remplacement de 20 % du parc de véhicules thermiques de la collectivité par des véhicules électriques.
- Bornes de recharge alimentées au solaire à chaque mairie, dont une partie accessible aux citoyens.

#### + Faire de l'automobile un mode de transport en commun via le covoiturage La Réunion

- Application pour mettre en contact conducteur et passager.
- Trajets en covoiturage subventionnés par la Région La Réunion.



# Adapter ports et aéroports au changement climatique et à la contrainte carbone

Rester connecté au monde sera décisif pour la coopération et la résilience des territoires d'outre-mer, il faudra faire avec et adapter les infrastructures existantes.

**Ports et aéroports seront essentiels aux territoires d'outre-mer dans un contexte où l'autonomie absolue est illusoire et où ces infrastructures sont indispensables pour tisser des coopérations favorables à la résilience locale.** Les ports devront être adaptés aux effets du dérèglement climatique pour jouer un rôle de plus en plus important dans le transport de voyageurs au niveau régional. Les aéroports pourront connaître une baisse de leur fréquentation liée à la contraction du trafic mondial. La construction de nouvelles infrastructures est à étudier avec beaucoup de précaution: dans un objectif écologique autant qu'économique, c'est l'adaptation de l'existant qui doit primer. Des relocalisations pourront être envisagées, mais une organisation prévoyant des indisponibilités de services ponctuels est à privilégier.

## Leviers d'action

- ▶ **Surélever, anticiper un fonctionnement dégradé, voire relocaliser les ports et aéroports existants.**
- ▶ **Accompagner la décarbonation de l'activité portuaire et la baisse de trafic aéroportuaire.**
- ▶ **Refuser les nouveaux projets d'infrastructures aéroportuaires.**

### + **Une relocalisation inéluctable pour certaines infrastructures** Pointe à Pitre (Guadeloupe)

- L'aggravation du changement climatique rendra inéluctable le déplacement du port et de l'aéroport installés sur une mangrove, ainsi que des 16 000 habitants de la zone concernée.
- À partir de 2060 ou 2080, on pourrait avoir dans ce secteur 180 jours de submersion par an.

### + **Abandonner les extensions aéroportuaires** Roissy-en-France (Val d'Oise)

- Projet abandonné par le gouvernement.
- Contradiction de plus en plus flagrante entre les objectifs de croissance du nombre de passagers aériens et les enjeux climatiques.

### + **Électrifier rend les navires plus propres** Marseille (Bouches-du-Rhône)

- Mise en place de bornes de recharge dans le port.
- Électrification de tous les ferries et des navires en réparation dès 2023.

# RESSOURCES

Pour retrouver toutes nos ressources en ligne, scannez le QR code



## Ici & maintenant

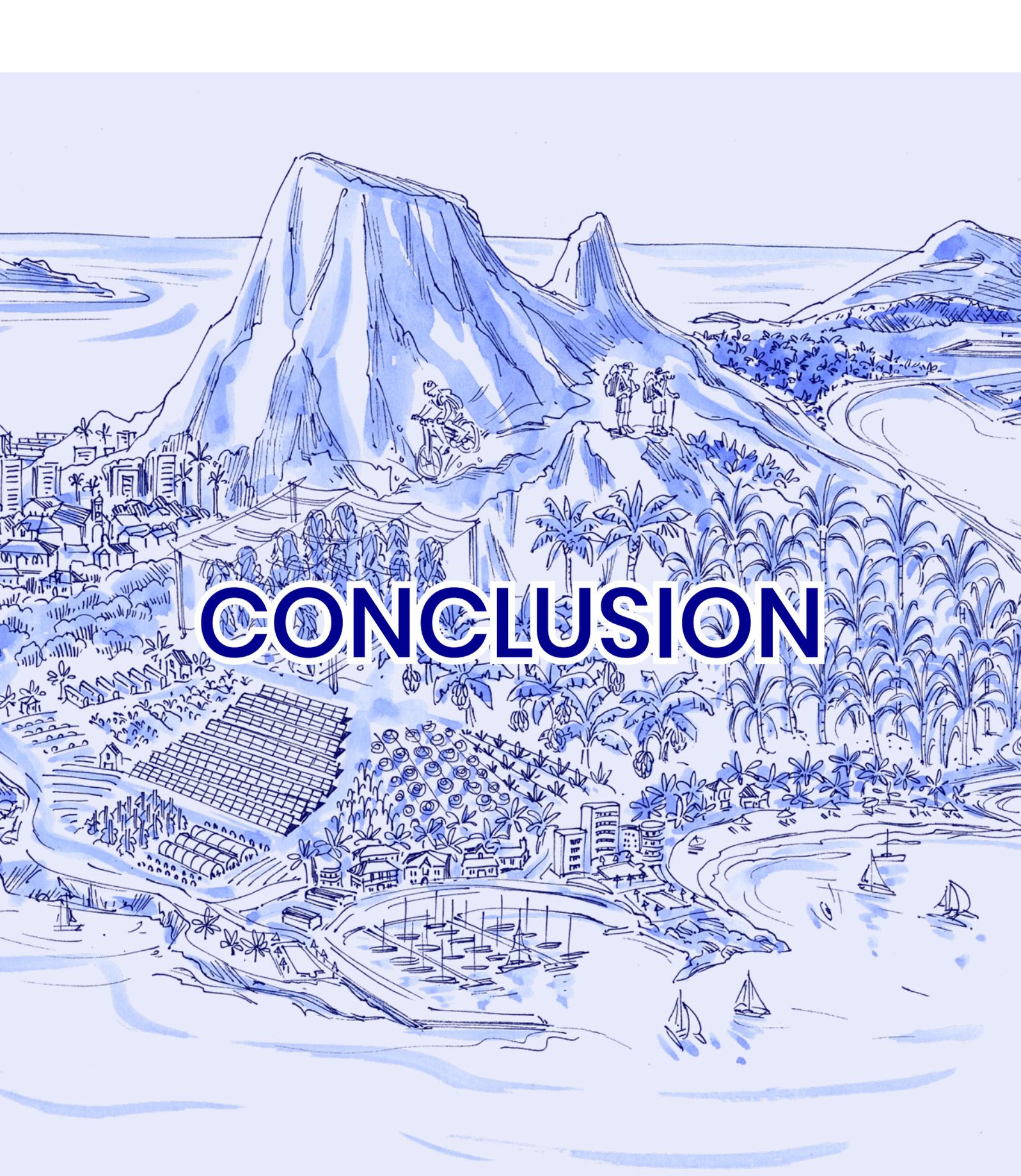
- + Une voie dédiée aux transports en commun pour améliorer leur efficacité**  
Cap Excellence (Guadeloupe)
- + Donner toute sa place au vélo en centre-ville**  
Saint-Paul (La Réunion)
- + Mise en place d'une autorité unique des transports à l'échelle pertinente**  
Guadeloupe
- + La location d'un véhicule plutôt que sa possession**  
La Désirade (Guadeloupe)
- + Équiper la collectivité au bénéfice du plus grand nombre**  
CCSUD (Mayotte)
- + Faire de l'automobile un mode de transport en commun via le covoiturage**  
La Réunion
- + Une relocalisation inéluctable pour certaines infrastructures**  
Pointe à Pitre (Guadeloupe)
- + Abandonner les extensions aéroportuaires**  
Roissy-en-France (Val d'Oise)
- + Électrifier rend les navires plus propres**  
Marseille (Bouches-du-Rhône)

## Pour aller plus loin

- + Programme AVELO, Développer le système vélo dans les territoires, Régions Outre-mer**  
Les clefs pour agir, ADEME, octobre 2021
- + Vivre sans voiture en outre-mer, est-ce possible ?**  
Vidéo de l'émission « Outre-mer, si on bougeait les lignes ? »  
Outre-mer la 1<sup>re</sup>, 51'31", le 30 octobre 2021

## Sources

- 28. L'Observatoire des Territoires**  
*Part des déplacements domicile-travail en voiture.* Consulté le 20 septembre 2022.
- 29. Franceinfo Canicule : la Californie demande à ses habitants de réduire leur consommation d'électricité,**  
4 septembre 2022.
- 30. The Shift Project** Graphique, données L'Observatoire des territoires.  
*Part des déplacements domicile-travail en voiture.* Consulté le 20 septembre 2022.
- 31, 32. The Shift Project**  
Calcul, données MTE, 2022
- 33. Haut Conseil pour le Climat**  
*Rapport annuel 2022 – Dépasser les constats, mettre en œuvre les solutions, 2022.*
- 34, 35. Supaéro Décarbo & The Shift Project**  
*Pouvoir voler en 2050,* mars 2021.
- 36. L'Observatoire des Territoires**  
*Distance moyenne entre le domicile et le travail selon la catégorie socioprofessionnelle.* Donnée portant sur la Martinique et la Réunion. Consulté le 20 septembre 2022.
- 37. Carbone 4** *Les idées reçues sur la voiture électrique.*  
Consulté le 20 septembre 2022.



# CONCLUSION

# Un changement de trajectoire avant la fin du mandat

Pour engager une révision profonde de leurs politiques en faveur de l'adaptation au dérèglement climatique et de la transition écologique de leur territoire, nous proposons aux élus et décideurs locaux un parcours en trois étapes.

Ce parcours indicatif a été imaginé pour les acteurs du bloc communal, c'est-à-dire agissant à l'échelle de leurs communes, intercommunalités et autres territoires de coopération interterritoriale (Pays, PTER, SCoT...)

## ÉTAPE N° 1 | Comprendre

Prendre le temps de comprendre et partager les enjeux spécifiques de résilience de son territoire

## ÉTAPE N° 2 | Mobiliser

Mobiliser tout son territoire autour d'un nouveau « projet de territoire » enthousiasmant, sobre et résilient

## ÉTAPE N° 3 | Réorienter

Mettre en cohérence toute son action avec la nouvelle vision et les objectifs de résilience et de transition écologique

Ces trois étapes impliquent toutes un renouvellement profond de la gouvernance sur les territoires. Il s'agit de revoir les modalités et instances existantes de gouvernance afin d'adresser les enjeux de manière plus transversale et inclusive. Il s'agit aussi de coopérer davantage sur les territoires.

Chacune de ces étapes implique des actions concrètes. Nous proposons ici des leviers d'actions par étape, à adapter aux spécificités et ressources du territoire. Bien d'autres pourront être

prises en œuvre. Le lecteur pourra s'inspirer des nombreuses propositions et exemples de cet ouvrage ainsi que des recommandations figurant dans le mémento « **Vers la résilience des territoires** »<sup>1</sup>.

Ces étapes à franchir avant 2026 dépendent de l'appropriation des enjeux par les acteurs des territoires. Souvent, certaines actions contribuant à ces étapes sont déjà réalisées. On s'attachera alors à compléter et à poursuivre le parcours jusqu'au bout.

1. *Vers la résilience des territoires pour tenir le cap de la transition écologique*, The Shift Project, sept 2021 disponible sur le site de The Shift Project.

## ÉTAPE N°1 COMPRENDRE

### Prendre le temps de comprendre et partager les enjeux de résilience spécifiques de son territoire

**Une connaissance partagée des enjeux d'adaptation au changement climatique et de transition écologique sur son territoire, articulée avec l'expérience des élus, permettra de meilleures réponses, au service des populations.**

La compréhension des enjeux de résilience sur le territoire portera sur les menaces pesant sur les populations, le caractère inéluctable des changements, l'ampleur des transformations à opérer et le niveau élevé d'interdépendances entre acteurs au sein du territoire comme entre territoires voisins. Cette large prise de conscience nourrira la volonté politique sans laquelle rien n'évoluera vraiment sur les territoires.

- ▶ **Bien comprendre la dimension systémique des défis à relever.** Sans cela, il n'y aura jamais assez de volonté politique pour être solidaire et coopératif avec les acteurs de son territoire comme avec les territoires voisins, ou encore pour repenser profondément toutes les politiques publiques.
- ▶ **Partager largement cette connaissance sur le territoire.** Une prise de conscience partagée par les élus, les agents territoriaux, les acteurs économiques, associatifs, les citoyens... facilitera l'implication des parties prenantes aux réflexions mais aussi aux décisions. Les choix et arbitrages de la part des élus seront moins difficiles s'ils sont compris, à défaut d'être acceptés, par une majorité de la population.

### Leviers d'action

- ▶ **Former les élus locaux, les agents des collectivités, les acteurs économiques, les scolaires.**
- ▶ **Réaliser les bilans carbone, diagnostics de vulnérabilités, diagnostic des acteurs du territoire de façon participative afin d'en partager plus facilement les résultats.**
- ▶ **Identifier les acteurs et les initiatives (tiers-lieux, collectifs, entreprises...) déjà engagés et utiles sur son territoire.**

### La sélection du Shift

#### « 1% pour mieux comprendre »

Investir annuellement 1 % du budget de fonctionnement de chaque collectivité dans la formation, l'expertise et la production de connaissances sur les effets du dérèglement climatique et les enjeux de la transition écologique sur son territoire.

« Si j'avais une heure pour résoudre un problème, je passerais 55 minutes à réfléchir au problème et 5 minutes à réfléchir aux solutions. »

Albert Einstein

## ÉTAPE N°2 MOBILISER

### Mobiliser tout son territoire autour d'un nouveau « projet de territoire » enthousiasmant, sobre et résilient

**Le nouveau « projet de territoire » à une échelle intercommunale voire, si possible, interterritoriale devra traduire une vision sobre, résiliente et désirable du territoire et préciser sa contribution aux objectifs régionaux ou nationaux selon ses spécificités et ressources propres.**

Les élus locaux pourront s'appuyer sur cette compréhension partagée des enjeux climatiques et de transition écologique pour revoir leur « projet de territoire » en y intégrant :

- ▶ **Les enjeux locaux d'adaptation** au changement climatique, de décarbonation et de sobriété, ainsi que les autres enjeux environnementaux (préservation des paysages, de la biodiversité, des ressources en eau, etc.).
- ▶ **Les liens forts d'interdépendances** à traduire en objectifs ambitieux de solidarité et de coopération entre territoires.
- ▶ **Les co-bénéfices attendus** d'une amélioration de la résilience et de la transition écologique sur le territoire.
- ▶ **La prise en compte des inégalités sociales et territoriales** en veillant à l'équité des efforts demandés ainsi qu'à des mesures d'accompagnement des plus vulnérables.
- ▶ **Les objectifs et engagements nationaux** et leur déclinaison en termes de contributions locales maximales.

Cette révision du projet de territoire oblige à mener avec toutes les parties prenantes une démarche de prospective territoriale. Avant la fin de leur mandat, les élus disposeront d'un nouveau projet de territoire partagé leur permettant de porter une vision désirable, sobre et résiliente de l'avenir, dessinant une nouvelle trajectoire pour le territoire.

**Nul doute qu'un tel projet partagé de territoire constituera un projet politique ambitieux et convaincant pour une majorité d'électeurs aux prochaines élections locales.**

## CONCLUSION

### Leviers d'action

- ▶ **Donner une place centrale à la « résilience » et à la « transition » dans la collectivité : désignation d'un chef de projet sous la responsabilité directe du DGS et du chef de l'exécutif...**
- ▶ **Définir le potentiel maximal de contribution du territoire aux objectifs climatiques et écologiques régionaux.**
- ▶ **Formaliser collectivement une vision pour le territoire adossée à un exercice de prospective, en s'appuyant par exemple sur la révision obligatoire des SCoT (pouvant désormais valoir Plan Climat).**

### La sélection du Shift

#### Un moratoire sur les infrastructures et sur la révision des politiques sectorielles

Suspendre tous les projets d'infrastructures et de constructions sur le territoire laissera le temps d'une évaluation *ex ante* orientée résilience climatique et transition écologique. Ce moratoire provoquera un « choc » propice au déclenchement d'un débat. Il s'agit d'intégrer les enjeux de résilience dans la conception des infrastructures avec une vision prospective. Une telle décision peut permettre de mobiliser autour d'une définition collective d'une nouvelle vision correspondant à des objectifs clairs pour le territoire. Vision et objectifs permettront de guider la révision des stratégies sectorielles : alimentation, aménagement, développement économique, mobilité...

## ÉTAPE N° 3 RÉORIENTER

### Mettre en cohérence toute son action avec la vision et les objectifs de résilience et de transition écologique

**Tous les documents de planification et de contractualisation du territoire, qu'ils soient sectoriels ou plus généralistes, devront être progressivement revus ou actualisés. Et leur mise en œuvre régulièrement capitalisée et analysée à l'aune des nouveaux objectifs.**

Le manque de cohérence entre les politiques à l'échelle d'une collectivité, d'un territoire ou entre territoires constitue un obstacle majeur à la résilience territoriale et à la transition écologique. Il sera essentiel, avant la fin du mandat actuel, de réviser les politiques locales pour les mettre en cohérence avec l'évolution du contexte et les nouveaux objectifs.

Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'un nouveau projet de territoire soit définitivement validé. Les nouveaux objectifs partagés en faveur de la résilience et de la transition écologique sur le territoire réorienteront les politiques de la collectivité. Pas seulement

pour réécrire les plans mais surtout pour guider l'action en facilitant les arbitrages, le pilotage (renforcement ou révision, arrêt) et la conception de nouveaux projets...

Cette mise en cohérence est très liée à l'évolution de la gouvernance et des espaces de concertation. L'alignement des politiques territoriales dépendra de la capacité à casser les silos, à renforcer la participation des parties prenantes aux réflexions comme aux décisions.

---

**Attention.** Il ne peut exister de réorientation sans travail d'analyse et d'évaluation avec l'ensemble des parties prenantes. Cet exercice d'évaluation de toutes les politiques territoriales, porté fièrement par les élus, constituera un puissant levier d'amélioration et d'apprentissage pour tous les acteurs impliqués.

---

### Leviers d'action

- ▶ **Appliquer des modèles de comptabilité environnementale (budget vert, modèle CARE).**
- ▶ **Lancer (avec de l'ingénierie interne ou externe) des démarches de capitalisation et d'évaluation sur toutes les politiques en cours en associant les territoires voisins.**
- ▶ **Communiquer largement auprès de la population sur les évaluations et les enseignements retenus.**

### La sélection du Shift

#### Une évaluation orientée Climat-Transition écologique de chaque politique territoriale

Mener, *a minima* chaque année, une démarche participative d'évaluation d'une politique territoriale à l'aune des enjeux et objectifs « résilience climatique-transition écologique ». Cette démarche sera portée directement par l'intercommunalité voire le Pays/SCoT permettant de tirer des enseignements, de renforcer les capacités des parties prenantes et d'améliorer l'action.

# Auteurs & partenaires

## COMITÉ DE RÉDACTION

### Auteurs



**Laurent Delcayrou & Corentin Riet,**

The Shift Project, chef et chargé de projet  
« Stratégies de résilience des territoires »

Avec l'appui de **Mathieu Auzanneau**, Directeur,  
de **Emma Stokking**, cheffe de projet « Affaires publiques »  
et de toute l'équipe de The Shift Project

### Graphisme & illustrations

**Serge Nicolas**, workdivision.paris  
direction artistique, graphisme & mise en page

**Elsie Herberstein & Damien Chavanat**,  
dessins et illustrations,  
www.labonneminetoutelannee.com

**Gaël Etienne**, workdivision.paris  
infographies

### Membres des groupes de travail

#### Littoraux & Outre-mer

Laurent Voudon (shifter Guadeloupe), Martine Lheureux (shifteuse Martinique), Adeline Thomas (Agglo-Saint Nazaire), Ali Karimi (TCO La Réunion), Eva Marcel (intercommunalités de France), François Tillous (Enedis), Anne Sophie Leclere (ANEL), Pauline Hermand (ANEL), Julian Mathevet (shifter La Réunion), Margot Schneider (Bouygues Construction)

avec l'appui de **Frédéric Weill**, Futuribles

The Shift Project remercie ses partenaires techniques et financiers  
sans lesquels cette publication ne pourrait exister.



# Coffret 6 cahiers-posters

Six cahiers-posters concentrent l'essentiel de nos messages sur les défis et chantiers de la transition écologique pour chaque territoire. Avec leurs infographies et poster de synthèse, le format dépliant inédit est propice à la diffusion et au débat.



Ces 6 cahiers-posters sont disponibles en librairie en version imprimée en coffret 6 cahiers ou sur commande à l'unité.



Cahier-poster (recto-verso)  
format 54 x 84 cm

Richement illustré de graphiques, d'infographies et de dessins, cette publication s'inscrit dans le cadre d'une campagne de mobilisation des élus locaux menée par le The Shift Project et ses partenaires en vue d'un changement de trajectoire des territoires avant la fin du mandat communal.

1<sup>re</sup> édition — Octobre 2022



The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Association loi 1901 reconnue d'intérêt général et guidée par l'exigence de la rigueur scientifique, notre mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. Nos membres sont de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité.

[www.theshiftproject.org](http://www.theshiftproject.org)

**Contacts presse :**

Emma Stoking  
[emma.stoking@theshiftproject.org](mailto:emma.stoking@theshiftproject.org)

Ilana Toledano  
Responsable communication  
[ilana.toledano@theshiftproject.org](mailto:ilana.toledano@theshiftproject.org)